

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1905

THÈSE

N°

388

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Jeudi 22 Juin 1905, à 1 heure

PAR

L. STÉVENARD

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

LE SECRET MÉDICAL

ET

LA SYPHILIS

Président : M. BROUARDEL, professeur

Juges : { MM. DIEULAFOY, professeur
CHANTEMESSE, professeur
JEANSELME, agrégé

*Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les
diverses parties de l'enseignement médical*

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

HENRI JOUVE

15, rue Racine, 15

1905

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen..... Professeurs		M. DEBOVE. MM.
Anatomie.....		P. POIRIER.
Physiologie.....		Ch. RICHET.
Physique médicale.....		GARIEL.
Chimie organique et Chimie minérale.....		GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....		BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générale.....		BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	}	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....		BRISSAUD.
Anatomie pathologique.....		LANNELONGUE.
Histologie.....		CORNIL.
Opérations et appareils.....		MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale.....		RECLUS.
Thérapeutique.....		POUCHET.
Hygiène.....		GILBERT.
Médecine légale.....		CHANTEMESSE.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....		BROUARDEL.
Pathologie expérimentale et comparée.....		DEJERINE.
Clinique médicale.....	}	ROGER.
Maladies des enfants.....		HAYEM.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....		DIEULAFOY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....		DEBOVE.
Clinique des maladies du système nerveux.....		LANDOUZY.
Clinique chirurgicale.....	}	GRANCHER.
Clinique ophtalmologique.....		JOFFROY.
Clinique des maladies des voies urinaires.....		GAUCHER.
Clinique d'accouchements.....	}	RAYMOND.
Clinique gynécologique.....		LE DENTU.
Clinique chirurgicale infantile.....		TILLAUX.
		TERRIER.
		BERGER.
		DE LAPERSONNE.
		GUYON.
		BUDIN.
		PINARD.
		POZZI.
		KIRMISSON.
Agrégés en exercice		
MM.	MM.	MM.
AUVRAY.	DESGREZ.	LAUNOIS.
BALTHAZARD.	DUPRE.	LEGRY.
BRANCA.	DUVAL.	LEGUEU.
BEZANÇON.	FAURE.	LEPAGE.
BRINDEAU.	GOSSET.	MACAIGNE.
BROCA (ANDRÉ).	GOUGET.	MAILLARD.
CARNOT.	GUIART.	MARION.
CLAUDE.	JEANSELME.	MAUCLAIRE.
CUNEO.	LABBE.	MERY.
DEMELIN.	LANGLOIS.	MORESTIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A mon Président de thèse

M. LE PROFESSEUR BROUARDEL

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine de Paris

Professeur de médecine légale

Membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine

Grand officier de la Légion d'honneur



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Avant-Propos

Cette étude est peut-être superflue après les travaux si parfaits du Professeur Brouardel, qui a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse.

Notre modeste mérite consiste à s'être pénétré de l'enseignement du maître. Comme lui, nous défendons l'utilité du secret médical, avec un talent moindre, assurément, mais avec autant de ferveur.

Après tout ce qui a été écrit sur ce sujet, il était bien difficile de glaner quelques épis valant la peine de former une gerbe présentable.

Par hasard nous avons cru pouvoir étendre le secret aux étudiants en médecine et aux infirmiers professionnels, mais, en général, nous n'avons hasardé que discrètement notre opinion personnelle.

Nous nous sommes efforcé, surtout dans la première partie de cette étude, de rapporter toute la jurisprudence

qui a constitué le secret médical, tel qu'on doit le comprendre aujourd'hui.

Dans la seconde partie, nous avons passé en revue les principaux cas de syphilis qui paraissent entrer en conflit avec les prescriptions de la loi.

Au moment de quitter l'école comme étudiant, nous sommes heureux d'avoir l'occasion d'exprimer à notre Président de thèse nos sentiments de reconnaissance et d'admiration.

Nous tenons aussi à remercier ceux qui nous ont aidé dans nos études.

Le docteur Paul Launay, chirurgien des Hôpitaux, qui nous guida dans l'étude de l'anatomie et de la chirurgie ;

Le Docteur Dupré, professeur agrégé et médecin des Hôpitaux, qui, par son enseignement si fécond et si varié, voulut bien rectifier nos observations hésitantes au lit du malade ;

Le Docteur L. Jullien, professeur agrégé et chirurgien de Saint-Lazare, à qui nous devons les excellentes leçons recueillies dans son service.

Pour les encouragements qu'ils nous ont prodigués, nous prions chacun d'eux d'agréer nos vifs sentiments de reconnaissance.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Historique

Là où est l'amour des Hommes est aussi l'amour de l'art.

HIPPOCRATE.

L'origine du secret médical se confond avec celle de la Médecine.

Les premiers médecins, qui étaient des prêtres et qu'on croyait inspirés par les dieux, vivaient dans un monde de mystère et ne laissaient rien transpirer de leur art.

Quand vint Hippocrate et qu'il formula son serment, premier code de la Déontologie, il ne fit que consacrer un usage depuis longtemps respecté, en obligeant au secret ses disciples.

Mais, ce qu'il faut faire ressortir, c'est que, dans les premiers temps, le secret fut librement accepté par ceux

qui prononçaient solennellement le serment institué par le Père de la Médecine.

Une pieuse coutume a conservé cette tradition à la Faculté de Montpellier, où les aspirants docteurs ne manquent jamais de transcrire sur leur thèse ce précieux texte.

Nous en donnons la traduction complète par Godelle reproduite, en 1818, dans un petit opuscule de Duval.

Je jure au nom d'Apollon, le médecin d'Esculape, d'Hygie et de Panacée, et je prends à témoin tous les dieux et déesses que je tiendrai scrupuleusement à mon serment et à ce syngraphe.

Je regarderai comme mon père celui qui m'a enseigné la médecine, je lui procurerai les moyens d'existence et ce dont il aura besoin ; je regarderai aussi ses enfants comme mes propres frères, et je leur enseignerai cet art, s'ils veulent l'apprendre, sans en exiger aucune récompense, ni aucun syngraphe. Je communiquerai les préceptes, les leçons acroatiques (1) et tout le reste de la science tant à mes enfants qu'à ceux de mon précepteur, et, enfin, aux élèves qui se seront inscrits et qui se seront liés par le serment à la loi de la médecine ; mais je n'en instruirai aucun autre.

Suivant mes facultés et mes lumières, je prescrirai aux malades un régime convenable, et j'en éloignerai tout ce qui pourrait être nuisible.

(1). ἀκροατικός, relatif à l'audition — leçons orales.

Je ne donnerai de poison à quiconque m'en demanderait, et je ne le conseillerai à personne. Pareillement, je n'administrerai à aucune femme enceinte des remèdes capables de détruire son enfant.

Dans l'exercice de mon art, et toujours, je mènerai une vie pure et sans tache.

Je ne taillerai point ceux qui ont la pierre, je laisserai cette opération à ceux qui s'en occupent.

Je n'entrerai dans quelque maison que ce soit que pour secourir les malades, m'abstenant de tout ce qui pourrait faire du tort ou tendre à la corruption, spécialement de tout acte libidineux auprès des femmes ou des hommes, soit libres, soit esclaves.

Ce que je verrai ou entendrai dans l'exercice de mon art, ou même hors de mon ministère, dans le commerce des hommes, et qui ne devra pas être divulgué, je le regarderai comme quelque chose de secret, et je me tairai.

Enfin, si je garde religieusement mon serment, sans y porter aucune atteinte, que toutes sortes de prospérités m'accompagnent et dans l'exercice de mon art, et pendant toute ma vie, et que ma réputation s'étende à jamais parmi tous les hommes : De même, si je le transgresse et que je sois parjure, que le contraire m'arrive.

Faut-il ajouter qu'on a reproché à Hippocrate, d'avoir lui-même violé son serment (1) en ce qui concerne les remèdes pour faire avorter. Mais le livre incriminé

(1). D. Le Clerc. Hist. de la Médecine, p. 252.

serait non pas d'Hippocrate, mais de Polybe, son gendre.

Nous trouvons, dans Cicéron, un écho des préceptes Hippocratiques :

« *Medici qui thalamos et tecta aliena subeunt multa tegere debent etiam læsi, quamvis sit difficile tacere cum doleas* ».

Sous la décadence de l'Empire Romain, beaucoup de médecins furent tués, emprisonnés ou livrés aux bêtes par des patriciens soupçonneux qui ne se fiaient qu'au secret du tombeau.

Quand, en 1599, la Faculté de Médecine de Paris opéra la réformation de ses statuts, qui remontaient au XIII^e siècle, elle inséra l'obligation au secret dans l'article 19 des statuts imprimés en 1602; et dans l'article 77 de la nouvelle édition de 1761.

A partir de cette date, les thèses de la Faculté de Paris reproduisent les préceptes de l'article 77 :

Ægrorum arcana, visa, audita, intellecta eliminat nemo.

Mais, déjà, le secret n'était plus seulement une obligation morale, il était sanctionné par les arrêts des Parlements.

Le 15 juillet 1593, un arrêt du Parlement de Paris condamne un apothicaire, qui, pour réclamer ce qui lui était dû, a révélé une mauvaise maladie de son débiteur. Outre la condamnation à l'amende et aux dépens du procès, ses *parties* furent confisquées au profit des

pauvres, et défense fut faite à tous apothicaires de révéler les maladies.

En juillet 1599, même condamnation pour contravention aux statuts et ordonnances de la Faculté de Paris.

Le 14 août 1747, une sentence du baillage criminel d'Evreux, confirmé par arrêt du Parlement de Rouen (8 octobre 1747), condamna à six années d'interdiction, à douze livres d'amende, à 1.000 livres de dommages et intérêts et à faire publiquement amende honorable, un chirurgien, qui, pour réclamer ses honoraires à un dignitaire du chapitre d'Evreux, avait révélé qu'il l'avait soigné pour une maladie vénérienne. C'est en vain qu'il essaya de se rétracter en prétendant qu'il ne s'agissait que du scorbut (1).

La Doctrine était d'accord avec la Jurisprudence.

En Italie, le célèbre Zacchias, proto-médecin des Etats Pontificaux, enseignait, dans son excellent traité de médecine légale, que le secret était un devoir pour le médecin. (*Quæstiones medico-legales*). Amsterdam, 1651, tome 1, p. 401, § 8 *loquacitas inmedico reprehensibilis et quando sit punibilis*.

En France, sous le règne de Louis XIV, le jurisconsulte Domat écrivait :

« Comme les médecins, les chirurgiens et les apothicaires ont souvent des occasions où les secrets des malades ou de leur famille leur sont découverts, soit par

(1) Trebuchet : Jurisprudence de méd. et de chirurgie.

la confiance qu'on peut avoir en eux, ou par les conjonctures qui rendent leur présence nécessaire dans le temps où l'on traite d'affaires ou autres choses qui demandent le secret, c'est un de leur devoir de ne pas abuser de la confiance qu'on leur a faite et de garder exactement et fidèlement le secret des choses qui sont venues à leur connaissance, et qui doivent demeurer secrètes ». (Droit public, livre 1, titre 17, section 2, n° 13, édition 1747, tome II, page 129).

Enfin, depuis Louis XI, l'édit du 22 décembre 1477 reconnaissait aux confesseurs, aux avocats et aux médecins le droit de ne pas déposer en justice, sauf quand il s'agissait de crime de lèse-majesté.

Cependant, le secret médical recevait de rudes atteintes du côté de la Police.

Au mois d'août 1301, un règlement du Prévôt de Paris avait fait savoir impérativement aux barbiers de ladite ville, que « sitôt qu'ils auront étanché ou pansé un blessé, ils seront tenus de le faire savoir à la justice, sur peine de corps et d'avoir ».

Cette obligation fut imposée aux chirurgiens de Saint-Cosme.

Les édits de novembre 1311, avril 1352 et octobre 1364, disposèrent qu'aucun aspirant de cette confrérie ne pourrait exercer la chirurgie, avant d'avoir juré devant le Prévôt de Paris « qu'il ne visiterait et ne panserait qu'une seule fois les blessés dans les lieux privilégiés

et qu'aussitôt après le premier pansement, il en donnerait avis au dit Prévôt. »

Mais, quand le Prévôt voulut, plus tard, forcer les chirurgiens à lui dénoncer les blessés qu'ils auraient visités, même « hors les lieux privilégiés », il s'éleva de toutes parts des protestations auxquelles Charles V fit droit par une charte du 21 juillet 1370.

Pendant les guerres de religion, ces mesures de police, spéciales à Paris, furent rappelées dans l'édit de décembre 1666, renouvelé en 1667.

« Sous peine de 300 francs d'amende, les chirurgiens seraient tenus de déclarer au commissaire du quartier, les blessés qu'ils auraient pansés chez eux ou ailleurs, pour en être fait par le dit commissaire son rapport à la police. »

Ces prescriptions se retrouvent dans le règlement des chirurgiens de 1699, où nous lisons :

« Art. 118. Vous jurez..... de garder le secret dans les choses de votre art qui vous seront confiées.

« Art. 130. Les maîtres de ladite communauté seront obligés d'avertir incessamment le commissaire de leur quartier des blessés qu'ils auront pansés en premier appareil et seront les contrevenants condamnés par le prévôt de Paris ou son lieutenant de police à telle peine qu'il appartiendra. »

A Bordeaux, la compagnie des chirurgiens s'engageait par serment, devant l'abbé chef de leur commu-

nauté, à ne pas révéler les maladies cachées, sauf les cas de nécessité.

Mais, là encore, les luttes de parti pesaient sur le devoir médical, qui paraissait s'incliner devant les injonctions administratives. En 1681, le collège des médecins décidait de se conformer purement et simplement aux ordres du procureur du roi, ordonnant à tout médecin ou chirurgien qui soignerait un malade de religion réformée d'avoir à l'en prévenir.

Cet ordre, renouvelé en 1699 par le maire de Bordeaux, laisserait supposer qu'il n'était pas rigoureusement exécuté.

A Paris, l'ordonnance de 1716 vint ranimer le zèle chancelant des chirurgiens.

Ses nombreux renouvellements en novembre 1778, le 8 novembre 1780, et le 4 novembre 1788, marquent sans doute le peu d'empressement des chirurgiens à se faire les auxiliaires de la police.

Toutes ces dispositions furent cependant remises en vigueur le 17 ventôse an IX, par arrêté du Préfet de police ; les mêmes mesures furent prises en l'an XI ; le 4 pluviose an XII ; le 25 ventôse an XIII, et, enfin, le 25 août 1806 et le 25 mars 1816.

Mais, après les sanglantes journées des 5 et 6 juin 1832, quand le Préfet de police, s'inspirant de l'ancien édit de 1666, voulut rechercher les insurgés dans les hôpitaux, Dupuytren répondit aux policiers :

« Je ne connais pas d'insurgés dans mes salles, je n'y vois que des blessés ».

D'ailleurs, l'ordonnance du 28 avril 1832, contenant le texte officiel du code pénal, avait abrogé tous ces règlements.

La restriction de l'article 378 « *Hors les cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs* », se rattachait aux articles 103 et suivants du code pénal concernant les crimes ou complots contre la sûreté de l'Etat. Ces articles, qui reproduisaient à peu près une ordonnance de Louis XI du 22 décembre 1477, ont aussi été abrogés par l'ordonnance de 1832. De sorte qu'aujourd'hui la restriction de l'art. 378 ne se rapporte plus à quoique que ce soit.

En instituant une peine, l'article 378 du code pénal inaugura un régime nouveau.

Remarquons, en outre, que les sages-femmes qui, dans l'ancien droit, étaient sous la dépendance du curé de leur paroisse, sont désormais assimilées au médecin, en ce qui touche au secret professionnel.

La même obligation s'étend d'ailleurs à tous ceux qui, par état ou profession, sont les confidents nécessaires d'autrui. Mais, encore sous l'impression de l'ancien droit, le législateur paraît s'être surtout proposé d'éviter les révélations ayant un caractère de malignité.

En effet, voici ce que nous lisons dans l'exposé des motifs de l'article 378 :

« Ne doit-on pas considérer comme un délit grave des

« révélations qui souvent ne tendent à rien moins qu'à
« compromettre la réputation des personnes dont le
« secret est trahi, à détruire en elles une confiance
« devenue plus nuisible qu'utile, à déterminer ceux qui
« se trouvent dans la même situation à mieux aimer être
« victimes de leur silence que de l'indiscrétion d'autrui,
« enfin à ne montrer que des traîtres dans ceux dont
« l'état semble ne devoir offrir que des êtres bienfai-
« sants et de vrais consolateurs ? La nécessité de la
« peine, en pareille matière, est encore mieux sentie
« qu'elle ne peut être développée. »

Ces idées firent qu'au début, la jurisprudence considéra l'intention de nuire comme un élément essentiel du délit.

Cette conception dont s'écartent les jurisconsultes contemporains aurait pu atténuer la rigueur de l'article 378.

Aussi devons-nous constater que lorsque le chirurgien Delpech fut assassiné en novembre 1832, victime de sa foi au serment d'Hippocrate, il obéissait moins à la loi qu'à sa conscience qui lui imposait le silence absolu.

Le Docteur Delpech, qui exerça à Toulouse et à Paris, était professeur de clinique chirurgicale à Montpellier, où il avait fondé une maison de santé.

Un soir, au théâtre, il fut abordé par un nommé Dempton qu'il avait soigné peu de temps auparavant pour une maladie mentale. C'était sans doute un persécuté persécuteur, car il avait déjà subi quatre ans de

détention au fort de Ha, pour tentative d'assassinat sur un notaire à qui il reprochait d'avoir fait échouer son projet de mariage. De nouveau, Dempton songeait à s'unir à une jeune fille qu'il aimait beaucoup. Mais son futur beau-père, inquiet sur son état de santé, devait à ce sujet consulter le Docteur Delpech.

« J'espère, lui dit Dempton, que vous donnerez de bons renseignements pour ne pas nuire à mon union ? »

Delpech répondit qu'il ne relevait que de sa conscience et tourna le dos à son ancien client qui se répandit en menaces contre lui.

Le lendemain, le futur beau-père se présenta chez le Docteur Delpech qui l'éconduisit poliment, en se retranchant derrière le secret médical.

Très perplexe, le beau-père fit entendre alors à Dempton, qu'il convenait d'attendre pour l'union projetée.

Persuadé dès lors que le Docteur Delpech avait révélé son dangereux état de santé, le fou se posta à un carrefour et tira deux coups de fusil sur le Docteur Delpech et son domestique qui passaient en voiture. Tous deux furent tués. En même temps, Dempton se fit justice (1).

La conduite du malheureux Delpech, si strictement conforme au devoir professionnel, devait bientôt soulever d'âpres critiques.

(1) Ces renseignements sont dus à M. Moquin-Taudon, fils du professeur qui prononça l'éloge de Delpech.

A. COUPÉ. *Le Secret Médical*. Thèse 1875.

Au nom de l'intérêt social, qu'on opposait à l'intérêt particulier, on demandait, si, en vue du mariage, le secret médical devait subsister sans aucune restriction.

A l'appui de cette thèse, ne pourrait-on pas se retrancher derrière l'autorité de Dupuytren ?

En 1830, le grand chirurgien, consulté par un jeune médecin qui avait appris qu'il avait fait une grave opération à sa fiancée, et interrogé sur l'état de santé de la malade, ne craignit pas de lui révéler qu'elle ne guérirait jamais. Quinze mois après, la jeune fille mourut de tuberculose.

« Si, dans cette circonstance, disait Dupuytren, j'ai mis sous mes pieds l'article du code pénal et le serment d'Hippocrate, c'est que j'ai eu présent à mon esprit ce divin précepte : *« Aime ton prochain comme toi-même, et ne fais jamais à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fut fait. »* (ABEILLE MÉDICALE).

C'est sous l'empire de ces idées nouvelles que s'ouvrit le congrès médical de Paris de 1845, où le Dr Bayle fut chargé de faire un rapport sur le secret médical.

Pendant que les médecins discutaient, les tribunaux jugeaient les différends soulevés par l'art. 378 du code pénal. La jurisprudence devenait plus précise et plus étroite, au point d'en arriver aux considérants des arrêts de l'affaire Watelet, qui marquent une nouvelle période pour le secret médical devenu absolu et d'ordre public.

Il semble que le juge se soit bien écarté de l'esprit du

législateur quand on relit ce que disait l'orateur du Tribunal, Monseignat, le 17 février 1810.

« Cette disposition est nouvelle dans nos lois ; il serait à désirer que la délicatesse la rendit inutile ; mais combien on voit peu de personnes, dépositaires de secrets dus à leur état, sacrifier leur devoir à leur causticité, se jouer des sujets les plus graves, alimenter la malignité par des révélations indécentes, des anecdotes scandaleuses, et déverser ainsi la honte sur les individus, en portant la désolation dans les familles ». Exposé des motifs de l'art. 378 du code pénal).

L'intention de nuire paraissait donc indispensable ; aussi peut-on considérer comme une sorte de révolution juridique les arrêts de 1885 qui en font abstraction.

Malgré cette jurisprudence, certains médecins sont restés intransigeants : repoussés par les tribunaux, ils ont décidé de modifier la loi et à la conférence de Bruxelles de 1899-1902, il y eut bien peu de protestations quand on émit le vœu d'une loi obligeant le médecin à déclarer tous les cas de maladie vénérienne qu'il traite.

Dans les pages suivantes, nous comptons démontrer que ce rôle de policier serait aussi inutile que nuisible pour la Société.

CHAPITRE II

Législation comparée

Souvent un législateur, qui veut corriger un mal, ne songe qu'à cette correction, ses yeux sont ouverts sur cet objet, et fermés sur les inconvénients.

MONTESQUIEU (Esprit des lois, VI, 12).

ALLEMAGNE. — Code pénal, art. 300.

Seront punis d'une amende jusqu'à 1500 marcs et d'un emprisonnement jusqu'à trois mois, les avoués, avocats, défenseurs, médecins, chirurgiens, sages-femmes, pharmaciens, *ainsi que les aides de ces personnes*, qui auront, *sans autorisation*, révélé des secrets qui leur avaient été confiés, à raison de leurs fonctions, profession ou métier.

La poursuite n'aura lieu que sur demande.

ANGLETERRE. — La révélation du secret n'est punie que si elle a le caractère d'une diffamation.

Autrement, elle ne donne lieu qu'à des dommages-intérêts au profit de celui à qui elle a pu causer préjudice.

La jurisprudence paraît même refuser au médecin le droit de se retrancher derrière le secret médical pour ne pas témoigner.

« La société en général », dit le Dr Gordon Smith, « admet l'autorité des tribunaux comme supérieure à tous les obstacles, et à toutes les considérations privées, de sorte qu'en cédant à une autorité semblable, un homme de notre profession sera pleinement acquitté, même dans l'opinion de ceux qui peuvent en être victimes ». (*Analysis of medical evidence*, p. 98, cité par Taylor : *Traité de Médecine Légale*.)

AUTRICHE. — Code Pénal, § 498.

Le médecin, le chirurgien, l'accoucheur ou la sage-femme, qui révèle à d'autres personnes qu'aux autorités qui l'interrogent officiellement les secrets d'une personne confiée à ses soins, est puni de l'interdiction d'exercer sa profession, la première fois, pour trois mois, la seconde, pour un an, la troisième, à perpétuité. Lorsqu'un pharmacien révèle à d'autres qu'aux autorités qui l'interrogent officiellement les secrets qu'il apprend par les ordonnances à lui remises, il commet une contravention, et il est passible pour chaque cas, s'il est patron de la pharmacie, d'une amende de cinq à cinquante florins, et, s'il en est le commis, de un à quatorze jours d'arrêts.

HONGRIE. — Code Pénal, (art. 328). V. Traduction Martinet et Dareste, p. 124, 125.

Tout fonctionnaire public, avocat, médecin, chirurgien, pharmacien ou sage-femme, qui *sans motif grave*, révèle à autrui un secret de nature à nuire à la réputation d'une famille, ou d'une personne, parvenu à sa connaissance ou à lui confié à raison de ses fonctions, de son état ou de sa profession, commet un délit, et sera puni, au maximum, sur la plainte de la partie lésée, de trois mois de prison et de mille florins d'amende.

Cette disposition est applicable aux aides des personnes désignées ci-dessus.

BELGIQUE. — Code Pénal, art. 458.

Les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes, et toutes autres personnes dépositaires par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où ils sont appelés à déposer en justice, et *tenus en vertu de la loi*, de faire connaître ces secrets, les ont révélés, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de cent à cinq cents francs.

Toutefois, un médecin de la garde civique, commis par ses chefs, pour apprécier l'état de maladie d'un membre de la garde, ne tombe pas sous le coup de l'art. 458.

Cass. Belge, 16 juillet, 1894. (Belg. jud. 1894. p. 1342).

DANEMARCK.

La déclaration des maladies vénériennes et de la syphilis en particulier est obligatoire.

Cette déclaration doit être faite à des autorités sanitaires tenues scrupuleusement au secret.

ESPAGNE.

La législation Espagnole ne renferme aucune disposition sur le secret médical.

On peut, toutefois, rappeler que par mesure de police, l'ordonnance de 1627 prescrivait aux chirurgiens de déclarer, dans les douze heures, à l'alcade de leur quartier, les blessés qu'ils avaient soignés.

Cette ordonnance fut renouvelée en 1766.

La première contravention était punie d'une amende de vingt ducats ; la deuxième, d'une amende double et de quatre ans d'exil ; et la troisième, d'une amende de soixante ducats et de six ans de galère.

ITALIE. — Code Pénal, *art. 163* (Trad. Lacointa).

Quiconque ayant connaissance, à raison de son état ou de sa fonction, ou de sa profession, ou de son métier, d'un secret qui, dévoilé, peut causer du dommage, le révèle *sans une juste cause*, est puni de la détention d'un mois au plus, et d'une amende de 50 à mille lires ; et cette amende ne peut être inférieure à trois cents lires, si le dommage est advenu.

Art. 164. — Lorsque le fait n'a pas causé un dommage public, la poursuite n'est exercée que sur la plainte de la partie.

Art. 439. — Le médecin, le chirurgien, la sage-femme, ou autre officier de santé qui, ayant donné

l'assistance de sa profession dans des cas qui peuvent présenter le caractère de délit contre la personne, omet ou retarde d'en rendre compte à l'autorité judiciaire ou de sûreté publique, est puni, à moins que le rapport n'exposât la personne assistée à une poursuite pénale, d'une amende pouvant atteindre cinquante lires.

D'autre part, le Code de Procédure Pénale Italien fait du médecin le collaborateur de la police.

Code de Procédure Pénale.

Art. 102. — Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé notifieront, dans les 24 heures, et immédiatement dans les cas de péril grave, l'empoisonnement, les blessures et autres offenses corporelles quelles qu'elles soient, pour lesquels ils auront prêté les secours de leur art, au juge chargé de l'instruction ou à n'importe quel autre officier de police judiciaire du lieu où se trouve la personne atteinte, et à leur défaut à l'officier de police judiciaire le plus voisin, sous les peines établies par l'art. 308 du Code Pénal. Dans la déclaration seront indiqués le lieu où se trouvait l'offensé, et autant qu'il sera possible ses nom et prénoms et toutes les autres circonstances exprimées dans l'article 131 du présent code.

Quand cette soudaine déclaration ne pourra être faite aussitôt avec serment, le déclarant devra le prêter le plus tôt possible devant l'instructeur ou le prêteur.

Art. 103. — Ceux qui, n'étant pas médecins ou chirurgiens, auront eu à soigner la même personne, seront

également tenus à faire la déclaration contenue dans l'article précédent.

Au congrès médical de 1866, le Professeur Palasiano de Naples émit l'espoir que les médecins ne seraient bientôt plus obligés de dénoncer les crimes.

PAYS-BAS. — Code Pénal. Titre XVII. Violation des secrets. (Trad. Trypels).

Art. 272. — Celui qui révèle, avec intention, un secret qu'il était tenu de garder, à raison des fonctions ou de la profession qu'il exerce actuellement, ou qu'il a exercée, est puni d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende de six cents florins au plus. Si cette infraction a été commise au préjudice d'une personne déterminée, elle n'est poursuivie que sur sa plainte. Mais le médecin Batave est relevé du secret en ce qui concerne le mariage : Il est tenu de révéler aux officiers ministériels les cas d'empêchement qu'il a appris dans l'exercice de sa profession.

PORTUGAL. — Code Pénal.

Art. 290, 1^o et § 1^{er}. — Est passible de prison correctionnelle et d'amende le fonctionnaire qui révèle les secrets dont il n'a eu connaissance, ou n'est le dépositaire qu'à raison de ses fonctions ; et il en est de même de toute personne qui, exerçant une profession qui exige un titre, et étant à raison de sa profession dépositaire de secrets qui lui ont été confiés, révèle ceux qui sont venus à sa connaissance, dans l'exercice de son ministère.

RUSSIE.

Les art. 420 à 424 du Code Pénal Russe punissent la révélation des secrets professionnels.

La Société Russe de Dermatologie et de Syphiligraphie, ainsi qu'un congrès de médecine Russe (dit de Pirogoff), ont discuté la question du secret par rapport à la syphilis et aux maladies vénériennes, en ce qui touche au mariage.

Il a été résolu que :

1^o Le secret est absolument obligatoire.

2^o Ce n'est que le consentement par écrit du malade qui peut libérer le médecin du secret.

SUISSE.

Le Code Pénal Fédéral de 1853, ainsi que plusieurs législations cantonales, punissent la révélation du secret médical.

BERNE.

Code Pénal, § 187. — Les médecins, chirurgiens, pharmaciens, sages-femmes et, d'une façon générale, tous ceux à qui des secrets sont confiés à raison de leur profession, encourent, s'ils les révèlent, et sur la plainte de la partie lésée, un emprisonnement qui peut aller jusqu'à quarante jours, et une amende jusqu'à 200 francs. Il n'en serait autrement que si la dénonciation était pour eux un devoir légal.

FRIBOURG.

L'art 310 du Code Pénal reproduit des dispositions analogues à l'art. 187 du Code Pénal de Berne.

GENÈVE.

Code Pénal. Art. 378. — Sont passibles d'un emprisonnement d'un à six mois, et d'une amende de cent à cinq cents francs, les médecins, chirurgiens, pharmaciens ou sages-femmes, et, d'une façon générale, toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors les cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, les auront révélés.

LUCERNE.

Code Pénal. Art. 120. — Les médecins ou sages-femmes qui révèlent les faits dont ils n'ont eu connaissance qu'à raison de leur ministère spécial, sont passibles d'une amende de vingt à deux cents francs.

NEUCHÂTEL.

Les dispositions de l'art. 352 du Code Pénal sont analogues à celles de l'art. 378 du Code Pénal du canton de Genève.

CHAPITRE III

Utilité du Secret Médical

Savoir,
Oser,
Vouloir,
Se taire.

Devise du Sphinx.

L'article 378 du code Pénal a soulevé bien des polémiques, et nous sommes certain que la lutte entre ses défenseurs et ses détracteurs n'est pas près d'être terminée.

Malheureusement, ces impétueux champions sont souvent descendus dans l'arène imparfaitement armés pour la discussion, et les arguments de sentiment ont souvent été opposés aux opinions insuffisamment étudiées.

On a dit, — et il ne s'agit ici que des médecins, — (car ce n'est guère que parmi eux que se trouvent les plus acharnés adversaires du secret médical), que les

articles 1382 et 1383 du code Civil suffisaient parfaitement pour faire respecter les intérêts des malades.

Evidemment, c'est une conception du secret inférieure à celle de la nouvelle jurisprudence. Car, d'après les articles 1382 et 1383, une réparation civile ne peut être due que si on rapporte la preuve de la faute commise.

On sait qu'aujourd'hui, le secret médical est absolu et d'ordre public.

Nos mœurs judiciaires ne sont pas favorables au principe du préjudice moral. La jurisprudence n'admet des dommages que quand il y a eu une perte nettement établie, ou bien que d'une faute est résultée une impossibilité de gagner tout ou partie de ce qui était convoité.

En admettant même une révolution dans la manière dont on conçoit les dommages-intérêts, le plus souvent, dans le cas de violation de secret médical, il sera très difficile de préciser le tort occasionné et d'évaluer l'indemnité correspondante.

Sans doute, cet état de choses existe à peu près en Angleterre, mais ce ne sont pas seulement nos mœurs sociales qui diffèrent de celles du peuple anglais, ce sont aussi nos coutumes juridiques.

Moins intransigeants, mais effrayés des conséquences médicales et sociales résultant de la propagation des maladies vénériennes, d'autres médecins voudraient, qu'en matière de mariage, le secret fut aboli.

Bien plus, certains n'hésitent pas à faire du médecin le dénonciateur des malades ainsi atteints, assimilant

sans doute les maladies vénériennes aux maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire à certains fonctionnaires astreints eux-mêmes au secret professionnel.

« Le mariage, dit M. Latour, est par dessus tout et au premier chef une question sociale. Or, dans nos convictions et aux yeux de tous ceux qui comprennent la grandeur et la dignité de la médecine, la médecine doit tendre à devenir une science sociale ; ce ne doit pas être seulement un art bienfaisant, mais encore et surtout une magistrature de famille ».

Il est fâcheux que ces généreuses paroles soient en désaccord avec les faits ; certes, la médecine, en élargissant l'étude de l'Hygiène, devient bien une science sociale, mais le médecin reste toujours l'homme de l'art au service de l'individu.

A moins d'une évolution considérable, il est impossible de considérer le médecin comme n'ayant pas des rapports beaucoup plus intimes avec son malade qu'avec la collectivité.

D'ailleurs, que signifie cette défense de la société qu'on invoque contre les vénériens ? Est-ce le retour aux léproseries du moyen-âge ?

Le moyen radical d'empêcher le syphilitique ou le vénérien de propager sa maladie, c'est la prison-hôpital.

Si la société prétend prendre des mesures de protection, la famille n'est pas plus digne d'intérêt que le plus

infime ouvrier. Et c'est ainsi qu'il faut considérer la malheureuse que nos mœurs et les difficultés de l'existence ont poussé à la prostitution.

Elle aussi peut être mère ; elle aussi souffre dans sa chair qu'elle vend comme pâture pour les besoins du mâle.

Semblable pitié paraîtra peut-être superflue à certains ; mais ils avoueront que par l'intermédiaire de la prostituée, la dissémination de la syphilis est autrement redoutable que par le mariage.

Dans la famille, on peut compter les victimes et les soigner. Nul ne peut apprécier l'étendue des ravages de la syphilis, par le canal d'une prostituée contaminée.

C'est en vain qu'on objectera les mesures de prophylaxie déjà prises par la police. Elles resteront toujours insuffisantes tant qu'elles n'atteindront que la femme.

Puisque nous sommes impuissants à détruire le mal dans sa racine ; puisqu'une atteinte au secret médical ne pourrait profiter qu'à quelques-uns, conservons-lui son caractère absolu. Ce qu'on voudrait enlever au secret serait plus préjudiciable pour la société que la confiance ébranlée dont il doit rester la base.

Pour le médecin, il existe une autre obligation : il y a le devoir professionnel. C'est à ce devoir qu'obéissait Laennec quand, à l'hôpital, il exigeait que ses élèves lui répondissent en latin au lit du malade.

Nous verrons que la sanction de l'article 378 du Code Pénal peut être bien atténuée ; mais c'est sa conscience

qui dictera au médecin ce qu'il importe qu'il fasse et ce dont il doit s'abstenir.

C'est l'amour de son art et sa compassion pour les misères humaines qui le retiennent auprès de celui qui souffre et qui attend de lui la guérison.

C'est le sentiment de sa dignité qui l'écarte de tout ce qui est équivoque.

Mais, si le médecin doit toujours s'efforcer de mettre en œuvre ces qualités, il est bon que sa tâche soit facilitée du côté du malade. Ce dernier, vivant le plus souvent étranger aux spéculations intellectuelles, ne saisit des choses que ce qui tombe sous ses sens. Se sentant protégé par l'article 378 du code Pénal, il croit que le médecin ne peut trahir ses confidences.

Il pourrait douter que son médecin pratique intégralement le devoir professionnel, mais il n'ignore pas qu'il peut faire punir celui qui s'aviserait de trahir le secret médical.

Cette confiance, si nécessaire pour établir le diagnostic, doit donc être soigneusement entretenue.

Pourquoi laisser supposer au malade, qu'en certains cas, son secret pourra être divulgué.

Où commencera cette exception, où s'arrêtera-elle ?

C'est, malheureusement, en discutant ainsi la loi, que les médecins ébranlent la confiance qui leur est si nécessaire pour obtenir de bons effets de thérapeutique. Le rôle de confident — il faudrait presque dire de confesseur, — fait du médecin un être à part. Combien la foi

dans le pouvoir du thérapeute peut augmenter sa puissance !

Quels effets merveilleux le médecin pourrait tirer de cette confiance à laquelle sa science devrait se hausser !

Aussi pourquoi ces fâcheuses indiscretions professionnelles qui entraînent le médecin à commenter en public la maladie de son client. Combien une discrétion même brutale, serait plus décente et plus utile !

Enfin, les livres de prétendue vulgarisation étant sans doute insuffisants pour initier aux choses de la médecine, on entend, dans les salons, des médecins pérorer sur leur art. Aussi les gens du monde peuvent-ils bientôt, sans grand frais, être assez renseignés pour se permettre de dissenter à leur tour sur l'appendicite ou le cancer.

Mais il y a pis. Comme si tous ces bavardages et ces intempestives conférences ne suffisaient pas pour compromettre le crédit médical, le bon confrère, pour se faire valoir, ne craint pas de dénigrer son voisin. Alors le public méfiant entre en joie : les dieux qu'on lui proposait d'honorer sont arrachés de leur piédestal.

Le silence : telle est la loi Pythagoricienne dont le médecin devrait s'inspirer.

Se taire sur tout ce qu'il apprend dans l'exercice de son art, et sur tout ce qui le concerne ;

Se taire, pour concentrer toutes ses facultés dans l'observation et la méditation.

Ainsi le médecin méritera le respect de la foule. Il sera celui qui sait, puisqu'il ne gaspillera pas sa science. Et la confiance qu'il fera naître, peut-être plus efficace qu'une thérapeutique indécise, hâtera la guérison de ceux à qui il aura su inspirer la foi dans son art.

CHAPITRE IV

L'article 378 et la peine qui s'y rattache

Dura lex, sed lex.

L'article 378 du code Pénal est ainsi conçu :

Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, *hors les cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs*, (1) auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de cent à cinq cents francs.

Peine encourue pour révélation du Secret Médical.

L'article 463 du code Pénal, complété par le décret du 27 novembre 1870, s'applique à l'article 378.

(1). Les mots en italique se rapportent aux art. 103 et suivants abrogés par la loi du 28 avril 1832.

« Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le code Pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de seize francs ; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police ». (Décret du 27 novembre 1870).

Ainsi, le tribunal correctionnel, qui admet des circonstances atténuantes, peut abaisser la peine à seize francs d'amende, sans préjudice de l'application de la loi de sursis du 26 mars 1891.

Mais, en cas de récidive, avant cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, l'inculpé ne pourra plus bénéficier que du décret du 27 novembre 1870, si le tribunal correctionnel admet encore des circonstances atténuantes.

Et dans ce cas, aux termes de la loi du 26 mars 1891, l'inculpé en état de récidive devra purger la première condamnation qui s'ajoutera à celle du second délit.

En aucun cas, une condamnation pour violation du secret professionnel ne peut entraîner la suspension temporaire, ou l'incapacité absolue de l'exercice de la médecine. (Argument, art. 25, loi du 30 novembre 1892).

CHAPITRE V

Eléments Constitutifs du Secret Médical

Pour nous, le secret est non pas seulement ce qui nous a été confié, mais ce que nous avons vu, entendu, compris à l'occasion de nos fonctions médicales.

BROUARDEL.

M. le professeur Brouardel (secret médical, en dehors de toute classification tirée de la jurisprudence, estime qu'au point de vue médical, le secret se compose des éléments suivants :

1° La nature de la maladie (maladies vénériennes et toutes les maladies réputées héréditaires).

2° Le pronostic de la maladie : C'est peut-être l'élément capital, car il permet de savoir ce que dans l'avenir on peut attendre du malade.

3° Les circonstances de fait, c'est-à-dire, par exemple, les conditions dans lesquelles une blessure ou une mort a pu se produire. Telle est la conception générale que

le médecin doit se faire du secret ; en outre, il faut qu'il en connaisse l'étendue.

L'expression de l'art. 378 du code Pénal, « les personnes dépositaires des secrets qu'on leur confie », pourrait laisser supposer qu'il ne s'agit que des confidences déposées sous le sceau du secret. Non, le médecin ne doit révéler ni ce qu'il a appris en interrogeant le malade, ni ce qu'il a découvert en l'examinant.

Pour se faire soigner, le malade livre quelquefois son corps à une étude complète au cours de laquelle pourront être découverts des signes qu'il a intérêt à tenir cachés. C'est cette confiance qui facilite le diagnostic (1).

Une femme menacée d'une fausse couche appelle un médecin qui, en explorant les parties génitales, trouve une plaie au museau de tanche : ce qu'il a découvert ainsi doit rester secret. Il n'a pas le droit de laisser savoir qu'il a constaté une tentative de provocation d'avortement.

Mais si le médecin doit se taire au sujet des faits communiqués confidentiellement, ou confidentiels par nature, il n'en est plus de même en ce qui concerne les faits qui sont parvenus à sa connaissance à l'occasion de l'exercice de sa profession, mais qui ne se rapportent pas directement à l'état du malade ou à sa maladie.

Spécialement, tandis qu'il a pour obligation de taire le méfait commis par son client ou par un membre de sa

(1). Cass. 9 Juillet 1886. D. P. 1886 - I. 465. — S. 1886 - I. 475.

famille et qu'il découvre en leur donnant des soins, il ne peut s'abstenir d'informer la justice de l'attentat commis sur son client par un tiers. (Trib. Rennes, 12 Juin 1903. — Gaz. Pal., 1904, 1, 37).

Enfin, en appréciant l'étendue du secret, nous croyons utile de dire un mot du silence que le médecin jugera à propos de garder vis-à-vis de certains malades.

Jamais la jurisprudence n'a estimé que certaines maladies ne devaient pas être révélées au malade lui-même, et cependant le devoir professionnel en fait quelquefois une obligation morale.

Les exemples sont fréquents de syphilitiques ou de cancéreux qui ont mis fin à leurs jours en apprenant le diagnostic imprudemment révélé par un médecin dépourvu de tact.

Pour le cancer, l'usage est de laisser le malade ignorer la gravité de son état ; quant à la syphilis, le médecin devra souvent préparer un malade trop impressionnable ou ayant des tendances à la syphilophobie.

C'est donc une affaire de discernement professionnel.

CHAPITRE VI

Personnes auxquelles s'applique l'article 378

Les malades des Hôpitaux ont droit aux
mêmes égards que ceux de la ville.

MORACHE.

Le texte de l'article 378 s'applique à tous les confidents nécessaires (1), par conséquent, d'une façon générale, à toutes les personnes qui, à raison d'un monopole, d'un privilège, d'une fonction spéciale, d'un état ou d'une profession reconnue, sont appelées à recevoir des confidences à l'exclusion de toutes les autres.

« Attendu » dit un jugement du tribunal de Marseille, du 4 février 1893, « que l'article 378 n'est applicable qu'aux personnes qu'une investiture publique désigne à la confiance de tous, qu'un état ou une profession légalement reconnus préposent d'une façon permanente

[1] Blanche. Etudes pratiq. sur le C. Pén. V. n° 446.
Garaud, V. n° 2070, p. 361.

à l'exclusion d'autres individus à la confidence des faits dont il convient que le secret soit gardé, même en présence de la justice criminelle ». (*Le Droit*, 13 juillet 1893).

Il a été jugé en ce sens que la disposition finale de l'article 378 embrasse toutes les personnes qui, par état, ou profession, sont dépositaires de secrets, à condition que la confidence reçue ait été obligatoire de la part de ceux qui l'ont faite. (Rouen, 23 juillet 1897 — S. 1898, 2, 235).

Nous n'essaierons donc pas de faire l'énumération de tous ceux qui, en dehors de la profession médicale, sont tenus au secret.

Mais, au point de vue médical, nous signalerons :

1^o Les Dentistes ;

2^o Les Inspecteurs de la santé (Trib. Corr. de la Seine 26 décembre 1895, Monit. Judic. Lyon, 8 janvier 1896, D. P. 1896, 2.230.)

3^o Les Directeurs d'établissements hospitaliers (1).

Le Directeur d'un Hôpital ne peut en principe refuser de déposer en justice en s'appuyant sur l'art. 378 ; mais il est tenu d'observer le secret en ce qui concerne la sécurité des malades et l'honneur des familles. (Cass. 14 mars 1885. Bull. Cass. Crim. n^o 86. Journal du Dr. Crim. 1885, p. 177.)

(1) Garaud, V. n^o 2070, p. 362.

4° Toutes les personnes engagées dans le service des enfants assistés (L. 27 juin 1904, art. 36.)

5° Les personnes chargées de recevoir les déclarations prescrites par la loi du 30 novembre 1892 (art. 15) complétée par la loi du 15 février 1902 et le décret du 10 février 1903, telles que sous-préfets, maires et secrétaires de mairie. (Cass. 13 mars 1897, S. 1898, 1.425.)

6° Les étudiants en médecine, ainsi que les infirmiers des Hôpitaux et les infirmières ou garde-malades professionnels.

Des commentateurs de l'article 378, s'appuyant sur un arrêt de cassation du 8 décembre 1864 (1) ont cru que les étudiants n'étaient pas tenus aux mêmes règles que leurs aînés, les Docteurs en médecine. Mais l'arrêt de 1864, qui a trait au refus de témoigner en cour d'assises par une personne appelée à soigner accidentellement un malade, se rapporte à une espèce tout à fait particulière n'ayant aucune relation avec les étudiants médecins ou les infirmiers.

Relisons cet arrêt.

La Cour :

Sur les moyens tirés de la fausse interprétation de l'art. 378 du code Pénal, en ce que, malgré l'opposition de l'accusé, le témoin Dando a été appelé à déposer au procès ;

(1) D. 67.5.431.

Attendu que le témoin appelé devant la justice lui doit toute la vérité ;

Qu'il ne saurait être dispensé de cette obligation que dans le cas où, dépositaire par état ou profession, d'un secret qu'on lui a confié, la loi elle-même lui en interdit la révélation sous les peines édictées par ledit article 378; qu'il est constaté par l'arrêt que le sieur Dando n'exerce aucune des professions énoncées au dit article, dont les dispositions restrictives ne sauraient être étendues à ceux qui, sous la direction d'un médecin, sont appelés accidentellement à soigner un malade ;

Que, de même que la peine dudit article ne saurait les atteindre, de même ils ne peuvent refuser à la justice les révélations qu'elle leur demande dans l'intérêt de la société ;

Qu'en ordonnant que le sieur Dando serait appelé à déposer comme témoin, la Cour d'assises a fait une juste application de la loi ;

Rejette, etc., etc.

Il est, en effet, tout naturel qu'une personne appelée à soigner accidentellement un malade, ne soit pas astreinte aux obligations si strictes de l'art. 378. Mais en est-il de même pour les étudiants qui fréquentent les hôpitaux ou pour les infirmiers, et surtout, depuis la jurisprudence de 1885, ne doit-on pas les ranger parmi ceux que l'article 378 désigne d'une façon générale, « toutes autres personnes, dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie ».

D'après le Dictionnaire de l'Académie, le mot « état » signifie « condition ». Dans le Dictionnaire Larousse, nous lisons aussi que le mot « état » se dit particulièrement sous le rapport de la position que l'on occupe dans la société. C'est dans ce sens que la langue juridique emploie l'expression : « Etat des personnes ».

Or, les étudiants, internes et infirmiers, sont à chaque instant les confidents nécessaires des malades des Hôpitaux.

Dans les services où se fait l'enseignement, les médecins-chefs discutent au lit du malade le diagnostic et le pronostic de sa maladie. Dans les cliniques, les leçons sont faites sur les malades les plus intéressants et en leur présence.

Si on considérait que les étudiants en médecine ne fussent pas tenus au secret, l'enseignement dans les Hôpitaux ne serait qu'une suite de délits contre l'art. 378 du code Pénal.

On pourrait avancer que certains internes éprouveraient ces scrupules professionnels.

On lit en effet dans un numéro de ces dernières années du *Concours Médical*, qu'un directeur d'Hôpital à cheval sur les règlements voulut exiger l'indication d'un diagnostic précis pour les malades admis d'urgence.

Avec un ensemble parfait, tous les internes indiquèrent désormais : « *anencéphalie* ».

On ajoute que le directeur, médusé par ce nom pompeux, et croyant à une sorte d'épidémie nouvelle,

adressa un rapport statistique à l'Assistance publique.

En tous cas, nous prétendons appuyer notre opinion sur la jurisprudence : nous savons que l'intéressé ne peut relever le médecin du secret.

D'autre part, les tribunaux condamnent le médecin qui, même dans un but scientifique, a désigné clairement le malade dont il rapporte l'observation. Dès lors, une révélation même indirecte faite à des personnes non soumises au secret constituerait bien le délit de l'article 378.

On ne saurait objecter que les malades, en entrant à l'Hôpital, abandonnent tous leurs droits à faire respecter à leur égard le secret médical ; nous avons vu que les directeurs d'Hôpitaux étaient obligés au secret ; dans un chapitre spécial, nous verrons aussi à quel point est respecté le secret des femmes qui viennent accoucher dans les maternités.

En 1887, une circulaire du Directeur de l'Assistance Publique prescrivit de ne délivrer même les certificats médico-légaux concernant les blessés, qu'avec leur assentiment, et de ne publier aucune observation de malade hospitalisé avec son nom, ni même avec ses initiales.

D'ailleurs, peut-on concevoir que l'étudiant en médecine, jouissant du droit de pénétrer dans les Hôpitaux, et d'écouter les leçons cliniques des professeurs, ne soit pas tenu au secret ?

Est-ce seulement quand il est officier, que le soldat est astreint à la discipline ? Et n'est-ce pas une belle discipline celle qui enseigne à celui voulant faire métier de guérir, que, pour mériter la confiance du malade, il lui doit une discrétion absolue.

CHAPITRE VII

La prohibition de l'article 378 est absolue et d'ordre public.

Le secret est absolu ou il n'est pas.

BROUARDEL.

Jusqu'au célèbre arrêt de 1885, les tribunaux restreignaient l'infraction à l'art. 378 seulement *à l'intention de nuire*. (Arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation, 23 Juillet 1830).

C'était en quelque sorte assimiler la révélation du secret professionnel à la diffamation.

« Que s'est proposé le législateur ? » disait Legrand du Saulle. Il a voulu atteindre la pensée coupable et frapper l'intention de nuire. En effet, la cour de Cassation, par un arrêt en date du 23 juillet 1830, a déclaré que l'art. 378 est placé sous la rubrique des calomnies, injures et révélations de secrets et qu'il a pour objet de punir les révélations et divulgations inspirées par

la méchanceté et par le dessein de diffamer et de nuire. C'est donc l'intention de nuire à l'un de nos malades qui constitue l'élément essentiel du délit. Enlevez l'intention et la criminalité disparaît. (Legrand du Saulle : Soc. de Méd. légale I. 7.366).

La jurisprudence de 1885 a voulu réagir contre cette interprétation large de l'art. 378. Et il faut bien reconnaître que si cette nouvelle manière de voir n'est peut-être pas conforme à la pensée du législateur, elle est plus simple, plus rigide et d'une application plus facile.

Le 31 décembre 1884, le docteur Watelet adressait au journal le *Matin*, la lettre suivante :

Monsieur le Directeur du « *Matin* ».

Monsieur,

Dans le *Voltaire* de ce jour 13 décembre, à propos de la mort de M. Bastien-Lepage, on parle d'une consultation qui aurait eu lieu, il y a plus d'un an, entre les Docteurs Potain, Alfred Fournier, Marchand et Watelet, votre serviteur, laquelle consultation aurait eu pour conclusion l'impossibilité d'intervenir chirurgicalement.

Le même journal déclare également que le climat d'Alger a dû activer le développement de la maladie, *sans doute*, à cause de la chaleur.

Ces deux allégations sont fausses, et je vous demanderai la permission d'y répondre, comme c'est mon droit.

Pendant près de dix années, j'ai été le confident et le médecin de Bastien-Lepage, et, à ses derniers moments, à son retour d'Alger, une coterie infâme m'a écarté de mon client après avoir persuadé à sa pauvre mère, à son frère, que je l'avais envoyé mourir là-bas, pour décharger sans doute ma responsabilité.

Cette imputation déloyale m'oblige à rétablir les faits, et je suis sûr qu'en cette circonstance je ne serai démenti par aucun des maîtres dont je m'étais entouré dans l'intérêt de mon pauvre ami.

Il y a vingt mois, en mai 1883, je constatais chez mon ami une tumeur du testicule gauche. Immédiatement, je fis venir en consultation M. le Dr Marchand, chirurgien des Hôpitaux, professeur agrégé de la Faculté de Paris, et M. le professeur Alfred Fournier, pour lequel Bastien montrait une grande prédilection comme médecin consultant.

Une opération radicale fut décidée et la tumeur fut enlevée par M. Marchand. Je l'assistai, et M. le Professeur Fournier voulut bien administrer le chloroforme.

L'examen de la tumeur fut confié au Dr Malassez, préparateur au Collège de France, et il déclara que la nature cancéreuse ne laissait aucun doute ; que la mort était certainement à courte échéance.

Les suites de l'opération furent heureuses. Bastien partit à la mer, passa l'hiver à Damviller et revint à Paris au mois de mars 1884, très affaibli, souffrant de tout le ventre, et désirant aller à Alger, guérir ses rhumatismes, comme il disait.

A cette époque, je fis venir en consultation mon maître, le Professeur Potain, qui conseilla vivement ce voyage.

Il partit. Je ne l'ai plus revu. Voilà les faits.

Il est nécessaire dans l'intérêt de la vérité, plus encore que pour me laver d'accusations infâmes et mensongères, qu'on sache bien que la maladie était bien définie et de nature cancéreuse ; que les sommités médicales et chirurgicales ont conclu à une opération terrible, la castration, opération qui ne pouvait être que palliative et accorder au maximum deux années d'existence ; que la récurrence était prévue, le cancer devant se reproduire fatalement dans l'intestin ou dans les reins.

Enfin, que le climat d'Alger, si incriminé auprès de la famille, ne pouvait avoir, de l'avis du Dr Potain, la mauvaise influence qu'on lui a prêtée.

Mon pauvre ami devait fatalement mourir, et ni mon dévouement, ni la science ne pouvaient le sauver.

Recevez, monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Dr WATELET₂

Poursuivi par le Parquet, le Dr Watelet fut condamné à cent francs d'amende.

Attendu que le 12 décembre 1884, Watelet, docteur en médecine à Paris, a adressé au gérant du journal *Le Matin* sur les causes de la mort du peintre Bastien Lepage, sur sa maladie, et sur le traitement chirurgical qu'il avait subi, une lettre destinée à la publicité et qui, conformément à ses intentions, a été insérée dans le numéro du 14 décembre ;

Attendu que Watelet a par cette lettre révélé au public un ensemble de faits essentiellement intimes par leur nature même, qui lui avaient été confiés et dont il n'avait eu connaissance qu'à raison et à l'occasion de sa profession, alors qu'il traitait Bastien Lepage en qualité de médecin ;

Attendu que l'art. 378 du Code Pénal a pour objet de protéger dans un intérêt d'ordre public la sécurité, l'honneur et la délicatesse des individus ou des familles, contre les indiscretions des dépositaires de secrets par leur état ou leur profession ;

Attendu que les termes généraux et absolus de cet article ne comportent de restriction d'aucune sorte, que nulle disposition particulière et exceptionnelle de la loi ne fait de l'intention de nuire ou de dénigrer l'élément essentiel et constitutif de ce délit ;

Que le dommage, pour l'ordre public ou pour la personne dont le secret est trahi, peut, en effet, résulter au même degré d'une simple indiscretion ou d'une révélation véritablement malveillante ;

Attendu, dès lors, que l'élément intentionnel du délit consiste, selon les règles ordinaires du droit pénal, dans la transgression volontaire de la loi, et dans la connaissance par la personne tenue au secret professionnel, qu'elle viole le dépôt de confiance qui lui a été fait ;

Attendu qu'il importe peu en conséquence que Watelet n'ait pas agi dans une intention malveillante, que l'absence d'intention de nuire peut seulement atténuer le délit, mais non le faire disparaître ;

Qu'en admettant même que Watelet se crut en butte à des reproches immérités d'impéritie, la polémique des journaux ou bien l'intérêt personnel ne saurait jamais légitimer les violations du secret professionnel et autoriser le médecin à porter à la connaissance du public les caractères de la maladie de la personne qu'il a soignée, et le traitement qu'il a prescrit. (Jugement du Trib. correctionnel de la Seine, 9^e chambre, 11 mars 1885).

Le 5 mai 1885, sur appel de Watelet, la cour de Paris (chambre correctionnelle) confirma le précédent jugement.

La Cour :

Considérant qu'aux termes de l'art. 378, C. Pén., sont passibles des peines qu'il édicte les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession de secrets qu'on leur confie, qui hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé un secret ;

Considérant que cette disposition est absolue dans ces termes ; qu'elle interdit à toutes les personnes dépositaires de secrets par état ou profession, tels que les médecins, les avocats, les notaires, les avoués, toute révélation quelconque de secret confié ; que si l'intention, la volonté de révéler au public, constitue un élément nécessaire du délit, le législateur, dans les termes de sa disposition, n'exige pas une intention spéciale de nuire à la personne dont le secret est divulgué, et qu'à défaut d'une exception nettement formulée, il n'y a pas de motifs pour admettre qu'il ait voulu exempter de toute répression l'auteur volontaire d'un fait punissable ; qu'il a voulu atteindre aussi bien l'indiscrétion dans un intérêt personnel ou autre, que la volonté particulière de porter préjudice à autrui ;

Considérant que si cette interprétation s'appuie sur le texte de l'art. 378 et sur l'exception même, aujourd'hui abrogée, qu'il contenait, elle est corroborée par l'exposé des motifs, dans lequel on lit : « Ne doit-on pas considérer comme un délit grave des révélations qui, souvent, ne tendent à rien moins qu'à compromettre la réputation de la personne dont le secret est trahi, à détruire en elle une confiance devenue plus nuisible qu'utile, à déterminer ceux qui se trouvent dans la même situation à mieux aimer être victimes de leur silence que de l'indiscrétion d'autrui » ?

Considérant que la pensée qui a dicté cette disposition, le but du législateur, impose cette interprétation ; que l'intérêt public, aussi bien que l'intérêt privé, se réunissent pour la justifier ;

Considérant en effet que « l'obligation du secret a été établie » comme le disent les auteurs de la Théorie du Code Pénal (Chauveau et F. Hélie, Théorie du Code Pénal, t. V. n. 1879) « dans un intérêt général ; sa violation ne blesse pas seulement la personne qui a confié le secret ; elle blesse la société entière, parce qu'elle enlève à des professions, sur lesquelles la société s'appuie, la confiance qui doit les environner ; que le secret confié constitue un *dépôt inviolable* (mêmes auteurs) et l'obligation de le garder un véritable *devoir d'état* ; qu'il s'agisse du médecin ou de l'avocat, la confiance de son client lui est nécessaire pour qu'il puisse s'acquitter de ses importantes fonctions ;

Considérant que ce privilège a été reconnu et consacré par la jurisprudence, notamment dans l'arrêt de la Cour suprême du 11 mai 1844, en ces termes : « attendu que l'avocat a toujours été tenu de garder un secret inviolable, sur tout ce qu'il apprend à ce titre ; que cette obligation absolue est d'ordre public » ; que cette même pensée se retrouve dans un arrêt de cassation du 21 nov. 1874 (S. 1875. 1. 89. — P. 1875. 180) : « comme le médecin, comme le notaire, comme l'avoué, disait le rapporteur, l'agent de la poste, dépositaire du secret dont il n'a la connaissance ni la confiance qu'à raison de son état, doit le garder fidèlement, sans qu'il soit besoin de recommandation spéciale de la partie » ;

Considérant que l'ordre public peut être aussi troublé par une révélation indiscrete que par une révélation intentionnellement méchante ; que dès lors, à ce point de vue, la volonté de l'auteur du fait doit suffire pour entraîner l'existence du délit ;

Considérant que le repos et l'intérêt privé des personnes et des familles commandent la même interprétation ; que la protection que le législateur entend donner aux confidences forcées faites à certaines professions serait bien faible et bien peu efficace, s'il suffisait qu'une révélation ne fut qu'indiscrete pour échapper à toute application de la loi ; que cette interprétation trouve encore un appui dans les conséquences tirées de ce texte, au point de vue, soit de la dispense, pour les dépositaires de secret, de déposer en justice, soit de la possibilité, pour le ministère public, de poursuivre d'office et sans plainte préalable la répression de ces délits ;

Considérant en fait qu'il résulte des documents de la cause et des

débats que, si Watelet n'a pas eu l'intention directe de nuire à la mémoire de Bastien-Lepage, puisque d'après lui elle tendait à détruire des suppositions fâcheuses, le médecin ne saurait être juge de cette question, et il faut reconnaître qu'il résultait de cette communication un aliment nouveau à des discussions pénibles pour une famille ; qu'à ce titre et à défaut de préjudice matériel direct, il y a certainement un préjudice moral dans les faits reprochés à Watelet. (Sirey. 1885. 2^e partie, p. 121).

Le 19 décembre 1885, la Cour de Cassation rejetta le pouvoir formé par Watelet et fixa ainsi la nouvelle jurisprudence. (D. P. 1886. I. 347).

Le rapport du conseiller Tanon, dans cet arrêt de cassation, permet en outre de conclure que, même s'il s'agit de faits déjà portés à la connaissance du public, l'obligation au secret persiste la révélation faite par le médecin confirmant d'une façon indiscutable ce que le public ne connaissait que d'une façon imparfaite (1).

Le 23 mai 1888, les juges de Besançon ont décidé également que la révélation d'un fait déjà connu de quelques personnes ne faisait pas disparaître le délit. (S. 88. 2. 128. P. 88. 1. 701.)

La publication n'est d'ailleurs pas nécessaire ; le médecin qui révèle à une seule personne ce qu'il doit tenir secret, commet le délit puni par l'art. 378.

Cass. 21 novembre 1874 (S. 75. 1. 89).

Toulouse, 10 février 1898 (D. 1899. 2. 257)

(1). Garraud : Traité théorique et pratique de Droit Pénal, V. p. 351. n° 2.066.

La nature d'*obligation absolue et d'ordre public* produit pour le secret médical une autre conséquence fort importante.

Le médecin ne peut être délié du secret par celui qui le lui a confié.

« Attendu », est-il dit dans l'arrêt de la Cour d'assises du Lot-et-Garonne du 15 décembre 1887 (Gaz. Pal. 1888. 1. 129), « que cesser de faire du secret professionnel une obligation absolue, pour le convertir en une obligation relative, c'est le détruire en ouvrant la porte aux appréciations les plus arbitraires des cas où sa violation serait permise, parce qu'elle serait utile ou opportune : *sit ut est, aut non sit* ».

Dans le même sens, le 12 Juin 1903, le tribunal de Rennes (Gaz. Pal. 1904. 1. 37) a jugé que le médecin ne pouvait être délié du secret par son client qui ignorait ce qu'avait découvert le médecin et ne pouvait connaître la portée de son autorisation.

Les lettres d'un médecin, contenant les constatations qu'il a faites sur un malade, ne peuvent être produites en justice, même avec l'assentiment de ce dernier.

Douai, 28 Janvier 1896. (D. P. 1896. 2. 521).

Ces points de droit doivent être notés avec soin, car de nombreux auteurs enseignent le contraire.

Nous lisons dans l'excellent ouvrage du Dr Thibierge *Syphilis et Déontologie* :

« Il est de jurisprudence constante que le médecin

peut être délié du secret professionnel par celui qui lui a confié ce secret. »

Toute autre est l'opinion de la jurisprudence qui vise à étendre le secret médical, en dépit des efforts opposés de nombreux médecins.

C'est ainsi que, le 24 octobre 1903, la commission de la société de Prophylaxie sanitaire et morale, qui discutait sur le secret médical, nomma une sous-commission chargée d'étudier la question suivante :

En matière de maladie vénérienne, si le médecin est délié par le malade intéressé de l'obligation de garder le secret professionnel, y a-t-il lieu de le dégager du secret médical ?

L'unanimité des membres répondit oui, et le docteur Marty, médecin principal de première classe, résuma ainsi le vœu de la sous-commission :

1° Dans l'ordre moral, aucune puissance humaine ne peut relever le médecin de l'obligation du secret professionnel, sinon l'intéressé lui-même, quand la conscience du médecin ne s'y oppose pas.

2° Dans l'ordre légal, il est inadmissible que le médecin tombe sous le coup de la loi, quand il se considère comme dégagé du secret professionnel par une demande ou une autorisation authentique du client intéressé, majeur et en possession de ses droits civils et spécifiant que ce secret doit et peut être révélé à une ou plusieurs personnes déterminées.

Le 10 décembre 1903, après quatre séances de discus-

sion, la société de Prophylaxie adopta ce vœu à une grande majorité.

Bien que le médecin ne puisse être délié du secret, qui est d'ordre public et absolu, il peut cependant avoir intérêt à se faire remettre une autorisation écrite se rapportant à cet objet.

C'est qu'en effet, outre la pénalité de l'article 378 du code Pénal, il faut tenir compte des art. 1382 et 1383 du code Civil.

Art. 1382. — « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

Art. 1383. — « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ».

La faute résultera de l'infraction à l'article 378.

Mais outre l'atténuation que la peine pourrait subir du fait que l'intéressé aurait lui-même autorisé la divulgation du secret, il ne pourrait plus être question de dommages-intérêts, quoiqu'il arrive.

Dans ce sens, on pourrait concevoir que le client découvrant plus tard qu'il a commis une imprudence en voulant délier son médecin du secret, songe à le rendre responsable du préjudice qui serait advenu de cette infraction; c'est ici que l'autorisation écrite intervient pour couvrir le médecin même condamné en correctionnelle. Inutile vis-à-vis du droit pénal, elle conserverait toute sa force au point de vue civil.

CHAPITRE VIII

Précautions auxquelles la jurisprudence de 1885 oblige le médecin, pour ne pas commettre le délit puni par l'art. 378. C. P.

De toutes les professions, la profession médicale est certainement celle qui est mêlée au plus grand nombre d'intérêts moraux.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU.

Nous venons de voir avec quelle rigueur la jurisprudence moderne appréciait le secret médical. Nous devons maintenant étudier quelle sera la conduite du médecin qui, dans l'exercice de sa profession, ne voudra pas tomber sous le coup de l'article 378 du code pénal.

Nous faisons allusion à la discrétion nécessaire dans la publication des observations, ou des bulletins de santé, et à la réserve à laquelle est obligé le médecin pour poursuivre le paiement de ses honoraires.

Enfin, nous étudierons ce que doit être le témoignage

en justice, et avec quelle prudence le certificat peut être accordé.

§ 1. — *Observations médicales et Bulletins de santé*

Les observations médicales constituent la documentation la plus utile pour l'art. Mais le médecin doit concilier l'intérêt de la science avec celui du malade qui pourrait éprouver un notable préjudice, si son identité pouvait être trop aisément reconnue.

Il faut donc s'abstenir de noter les prénoms, les initiales du nom et d'une façon générale tout ce qui permettra de désigner clairement le malade dont l'observation est rapportée. Besançon, 23 mai 1888 (S. 1888. 2. 128).

De même, une photographie de malade doit être ingénieusement couverte, de manière à empêcher de reconnaître celui qui est représenté.

Cela peut être fort incommode, quand il s'agit de maladies de peau ou de lésions syphilitiques siégeant à la face. Mais quelque soit l'intérêt scientifique, la jurisprudence décide que la publication de photographies permettant de reconnaître le modèle constitue la violation du secret médical. (Arrêt de la cour de Bordeaux : 5 juillet 1893 et sous cass. 9 avril 1895. Consul. S. et P. 96. 1. 81 et note de M. Le Poitevin. D. 94. 2. 177).

Souvent aussi, les bulletins de santé, sur la maladie d'un personnage en vue, constituent le délit puni par

l'art. 378. Et, plus que toute autre, peut-être, cette catégorie de malades a intérêt à ce qu'on ne publie pas la nature de leur maladie et le pronostic qu'on en peut tirer.

Le médecin ne doit donc communiquer que les indications les plus succinctes :

La température.

La manière dont le malade a passé la nuit.

Mais il doit bien se garder de laisser connaître le diagnostic qu'il a établi, et surtout son pronostic.

Ce que nous disons des bulletins de santé livrés à la presse avide d'informations s'applique également aux renseignements que les familiers d'une maison demandent, le plus souvent sans malice, au médecin qu'ils rencontrent.

Ici, comme toujours, la règle absolue doit être de « se taire » ; nous n'admettons d'exception que pour l'époux, ou le parent direct, qui a moralement le droit d'être fixé sur l'issue fatale d'une maladie.

Mais, ici, c'est moins la jurisprudence que la conscience de son devoir qui doit guider le médecin.

§ 2. — *Honoraires*

Le code Civil reconnaît la légitimité des honoraires médicaux qu'il place au rang des créances privilégiées dans l'art. 2.101, et pour lesquels il fixe un délai de prescription dans l'art. 2.272, modifié par la nouvelle loi sur l'exercice de la médecine.

Pour réclamer ce qui lui est dû, le médecin se contente d'indiquer le montant de sa créance et le nombre de ses visites.

Mais, s'il s'adresse à un mauvais débiteur, qui l'oblige à avoir recours aux tribunaux, il devra procéder avec une certaine prudence.

Dans l'assignation qu'il lancera, il lui sera interdit, sous peine de violer le secret, d'indiquer la nature des soins qui ont été donnés.

D'autre part, il devra éviter au cours des débats la divulgation des faits qui tombent sous le coup de l'art. 378. Ces obstacles semblent paralyser son action, et permettre au mauvais payeur de se jouer de son créancier à la faveur d'une disposition législative.

Il reste, cependant, au médecin un moyen juridique pour faire triompher son droit, c'est de demander au tribunal la nomination d'un expert.

Le confrère, ainsi chargé d'apprécier le bien fondé de la demande, remettra un rapport qui restera secret, puisqu'à la fois, comme médecin et comme expert, il est soumis à l'art. 378 du code Pénal.

Nous ne saurions admettre un débat public dans lequel les principes de l'article 378 seraient violés.

De plus, il pourrait en résulter, dans certains cas spéciaux, des incidents fâcheux permettant au débiteur récalcitrant d'intenter une action reconventionnelle contre son créancier pour le préjudice causé.

Sur ce point, rappelons seulement un arrêt du 14

avril 1864, condamnant un sieur Halbrand qui, pour réclamer ses honoraires, avait indiqué dans sa citation en conciliation la maladie vénérienne dont son client était atteint.

Dans l'espèce, il s'agissait d'un personnage peu recommandable, qui essayait d'intimider son débiteur.

Mais, vu les rapports étroits qui unissent la législation Belge à la nôtre, nous accordons plus d'importance à un jugement récent du tribunal de Bruxelles, en date du 28 mars 1900.

Il décide que si le médecin a le droit de s'adresser au père d'un mineur, parti pour l'étranger, pour obtenir le paiement de ses honoraires, il ne peut, sans violer le secret, révéler la nature des soins donnés, notamment s'il s'agit d'une maladie secrète que le mineur s'est efforcé de cacher à son père. (La Loi, 5 novembre 1900 ; Monit. jud. Lyon, 17 novembre 1900).

§ 3. — *Témoignage en justice*

Aux termes de l'article 80 du code d'instruction criminelle :

Toute personne, citée pour être entendue en témoignage, sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation ; sinon, elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction, qui, à cet effet, sur les conclusions du procureur de la République, sans autre formalité, ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excèdera pas 100 francs, et pourra ordonner que la personne

citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.

Cette disposition s'applique aux tribunaux de simple police, (art. 157 du code d'Instruction criminelle);

Aux tribunaux correctionnels, (art. 189 I. Cr.);

Aux cours d'assises, (art. 304 I. Cr.).

Par application du principe que le secret médical est d'ordre public, les tribunaux se privent d'une façon absolue du témoignage sur des faits connus du médecin dans l'exercice de sa profession ou s'y rapportant directement.

Mais le médecin est tenu de déférer à la citation. Il doit se présenter devant le tribunal et, au moment de prêter serment, exposer les réserves auxquelles il se croit obligé (1).

La déposition faite par un témoin en violation du secret professionnel est inopérante. (Cass. 10 mai, 1900. Bull. Cass. crim. n° 176).

La justice ne tiendra donc pas compte du témoignage relatif à des faits qui, aux termes de l'art. 378 du code Pénal, devront rester secrets.

Toutefois, cette sorte de déposition n'occasionnera aucune espèce de nullité de procédure. (Cass. 18 août 1882. Bull. Cass. crim. n° 212).

Notons, en passant, que l'ordonnance par laquelle un

(1) Cour d'assises de la Seine, 10 avril 1877.

— Dalloz, 1878. 5. 443.

magistrat, au cours d'une information, prononce, en vertu de l'article 80 du code d'Instruction criminelle, une amende contre un témoin pour refus, soit de prêter serment, soit de déposer, n'est susceptible que cette amende soit de un franc ou de cent francs, que d'un recours en cassation. (Cass. 13 février 1886. - S. 1886. 1. 235).

Il peut arriver que le client ait intérêt à ce que la justice reçoive le témoignage de son médecin : Pourrait-il l'autoriser à parler ?

Non. Puisque le secret médical est d'ordre public et inviolable.

Dans une demande en séparation de corps fournie par la dame Remusat, un jugement était intervenu autorisant ladite dame à prouver que son mari lui avait communiqué une maladie pour laquelle ils avaient été traités tous deux. Le D^r Fournier ayant refusé de déposer sur les faits articulés par la dame Remusat, la *Cour de Grenoble rendit, le 23 août 1828*, l'arrêt suivant :

La Cour :

Attendu qu'il se serait agi en l'espèce de secrets qui auraient été confiés au D^r Fournier en qualité de médecin, et sur lesquels celui-ci, fort de sa conscience et des principes qui doivent diriger celui qui se dévoue au soulagement de ses semblables en même temps qu'il est le confident des faiblesses humaines, aurait avec raison refusé de rendre témoignage ;

Attendu que les premiers juges ne pourraient pas, pour enjoindre au D^r Fournier de déposer, s'étayer de la circonstance que c'est la dame Rémusat elle-même qui invoque son témoignage ;

Attendu, en effet, que ce ne serait pas moins de la part du D^r Fournier trahir un secret important, un secret à la conservation duquel la femme et le mari étaient également intéressés ;

Attendu que le sieur Rémusat aurait pu, de diverses manières, prendre part à la confiance faite par sa femme au médecin, et que sous ce rapport le secret de la dame Rémusat aurait été celui de son mari ;

Attendu, d'ailleurs, que la dame Rémusat voulait faire déposer le D^r Fournier, même sur la maladie qu'elle reprochait au sieur Rémusat, cette circonstance serait encore exclusive de toute déposition empreinte de révélation ;

Attendu, enfin, que la loi qui défend aux médecins et aux chirurgiens de révéler les secrets qui leur sont confiés, ne faisant aucune espèce d'exception, il est évident que, dans toutes les hypothèses, ce qui ne parvient à la connaissance des médecins et des chirurgiens que par cette voie doit rester impénétrable ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'en refusant de révéler un secret dont il n'aurait été dépositaire que par état ; qu'en refusant de se livrer à un acte que sa conscience aurait réprouvé, et qui d'ailleurs aurait pu compromettre les intérêts d'un tiers qui n'aurait pas été étranger au secret, le D^r Fournier a donné la mesure de son respect pour la loi, la morale et l'ordre public, a mis l'appellation et ce dont est appel à néant, et par nouveau jugement déclare que le D^r Fournier, en tant que dépositaire des secrets à lui confiés, est dispensé de déposer sur les faits articulés par la dame Rémusat. (Sirey, 2^e vol., 2, p. 142).

Si le médecin est lié par le secret professionnel en ce qui concerne les faits communiqués confidentiellement, ou confidentiels par nature, il en est autrement pour les faits qu'il a connus à l'occasion de l'exercice de sa profession, mais ne se rapportant pas directement à l'étude du malade ou à sa maladie.

(Ainsi jugé par le tribunal de Rennes le 12 juin 1903).

Attendu que les D^r B. et F. appelés en témoignage par M^{me} Pellerin

ont comparu devant le juge commissaire et ont déclaré se retrancher derrière le secret professionnel ; que M^{me} Pellerin les a assignés devant le tribunal pour voir dire qu'ils devront déposer sur les faits admis en preuve ;

Attendu que de l'obligation imposée par l'art. 378 C. Pénal aux personnes qui y sont mentionnées découle un droit pour ces personnes qui est de refuser de répondre aux questions qui leur sont posées relativement aux faits qui leur auraient été communiqués confidentiellement, où qui seraient confidentiels par leur nature ;

Attendu qu'en imposant à certaines personnes l'obligation du secret, le législateur a eu pour but d'assurer la confiance que doivent inspirer certaines professions et de garantir l'honneur et le repos des familles, mais que l'art. 378 n'a pas eu pour résultat de créer un privilège nouveau pour toute une catégorie de citoyens, aucune profession n'étant dispensée de témoigner en justice ; qu'il serait exorbitant de soutenir qu'en matière de témoignage la qualité de médecin chez l'homme de l'art domine toujours et fait disparaître celle de simple citoyen ;

Attendu que, pour le médecin appelé en témoignage, il faut distinguer deux catégories de faits, ceux qui lui ont été communiqués confidentiellement ou qui, suivant l'expression de M. le conseiller rapporteur Tanon, dans l'affaire Watelet, sont confidentiels par nature, et ceux qui sont parvenus à la connaissance du médecin à l'occasion de l'exercice de sa profession, mais n'ont pas trait au malade ou à la maladie, qui sont, en un mot, des faits extra-médicaux et n'ont, par suite, aucun caractère confidentiel ; que les premiers sont, ainsi qu'il était écrit dans les anciens statuts de la Faculté de Paris *ægrorum arcana, visa, audita intellecta*, que personne ne peut dévoiler et que le médecin a non seulement le droit, mais le devoir de se refuser à faire connaître ; qu'il ne saurait être fait application de cette règle du silence aux faits connus du médecin même dans l'exercice de sa profession, mais qui ne se rapportent pas directement à l'état du malade ou à sa maladie, ne sont confidentiels ni par leur nature, ni par la recommandation du malade ;

Attendu, en effet, que le secret professionnel a été institué dans l'intérêt des malades ou de leurs familles, et non en faveur des tiers, que

si, notamment, le médecin a pour obligation de taire le méfait commis par son client ou un membre de sa famille et qu'il découvre en leur donnant ses soins, il ne peut s'abstenir d'informer la justice de l'attentat commis sur son client par un tiers ; que telle semble bien être la portée de l'art. 378 C. Pen., qui n'interdit aux personnes dépositaires de secrets professionnels que les révélations indiscrètes ;

Attendu que tous les faits ci-dessus relatés concernent la nature de la maladie de M^{me} Pellerin, les circonstances dans lesquelles elle s'est produite, son évolution, et les causes qui l'ont déterminée ; que ce sont là *acgrorum arcana*, qui, par leur nature, sont confidentiels et que les médecins appelés en témoignage par M^{me} Pelletin ont le devoir de tenir secrets ;

Attendu que M^{me} Pellerin déclarant relever les deux médecins, appelés en témoignage, du secret professionnel, cette circonstance ne serait pas encore exclusive d'un manquement à l'obligation imposée aux confidents nécessaires ; qu'en effet, il n'y a et il ne peut y avoir de distinction à établir, tous les faits confidentiels parvenus à la connaissance des médecins devant rester impénétrables à tous ; que les cas sont fréquents où le médecin, par prudence, par humanité, cache à son malade les constatations qu'il a faites ; que le malade qui relève le médecin du secret ignore les choses découvertes par lui, ne connaît pas le secret dont il le délie, et ne peut, en conséquence, connaître la portée de l'autorisation qu'il donne ;

Attendu qu'en se refusant à dévoiler les faits ci-dessus énumérés et reconnus confidentiels par leur nature, les D^{rs} F. et B. ont donné la mesure de leur respect pour les règles de la profession médicale ; que, pour les autres faits cotés aux conclusions, sous les nos 4, 5, 6, 11, 12, 13, 14, 15, ils ont, en refusant de dévoiler ce qu'ils pouvaient savoir, fait preuve de scrupules assurément honorables, mais certainement exagérés ; que ces faits n'affectent aucun caractère confidentiel ; qu'ils sont étrangers à la profession des médecins qui sont tenus de déclarer ce qu'ils ont vu et entendu.

Attendu que la médecine est un art dont l'exercice doit être entouré de garanties de délicatesse et de dignité ; qu'on ne saurait donc trouver excessifs les doutes et les scrupules manifestés par les D^{rs} F. et B. qui

ont refusé de déposer, dans la crainte de manquer aux devoirs de leur profession ; qu'il ne peut leur être fait grief de cette attitude et qu'il n'y a lieu, en conséquence, de leur faire supporter les frais de l'incident ;

Par ces motifs :

Donne acte aux D^{rs} F. et B. de leur déclaration d'être prêts à répondre sur ceux des faits que le tribunal estimera n'être pas assujettis au secret ;

Dit que les faits cotés aux conclusions de M^{me} Pellerin, sous les n^{os} 1, 2, 3, 7, 8, 9, 10, 16, 17, 18, 19, sont des faits confidentiels par leur nature et sur lesquels les médecins appelés en témoignage ne peuvent être tenus de déposer ;

Dit que les autres faits compris sous les n^{os} 4, 5, 6, 11, 12, 13, 14, 15, n'affectent aucun caractère confidentiel et que les docteurs devront faire connaître ce qu'ils ont pu voir, entendre ou apprendre à cet égard ;

Condamne M^{me} Pellerin aux dépens, sauf tout recours de droit.

(Gaz. Pal. 1904. 1. 37).

Un cas particulier peut enfin se présenter.

Sur l'interpellation du juge, le médecin répond à une question qui doit rester secrète aux termes de l'art. 378. Est-il punissable ?

Garaud (V. n^o 2069) et Armanet (Refus de témoigner en justice) estiment que non, car dans cette hypothèse, ils ne découvrent aucun dol, élément implicitement compris dans la divulgation du secret médical.

Mais, en tous cas, ce témoignage provoqué et fourni au mépris de la prohibition de l'art. 378 du Code Pénal, ne pourra pas servir à une décision de justice. (Cass., 1^{er} mai 1899).

§ 4. — *Le Certificat*

Le médecin à qui on demande un certificat doit tou-

jours craindre de violer le secret que la loi lui impose.

Il faut faire une distinction bien nette entre le client qui réclame un certificat et les étrangers qui se croient autorisés à en demander un au médecin traitant pour faire constater, par exemple, les blessures ou la maladie d'une personne avec laquelle ils ont des rapports de droit.

Au premier seul le médecin pourra remettre un certificat. Encore sera-t-il prudent, pour couvrir éventuellement sa responsabilité civile, en exigeant une demande écrite et régulièrement motivée.

S'il s'agit d'une femme mariée, et en particulier dans le cas de maladie vénérienne, le consentement écrit du mari sera nécessaire.

Cependant, le 28 avril 1891, le tribunal de Bordeaux acquitta un chirurgien des hôpitaux de Bordeaux, poursuivi par un mari pour avoir remis à son épouse un certificat destiné à une action en divorce. (L'épouse accusait son mari de lui avoir communiqué la syphilis). Le jugement était fondé sur ce fait que la femme avait le *mandat tacite* de son mari de retirer ledit certificat.

Parmi ceux qui s'adressent au médecin pour obtenir un certificat se rapportant à un tiers, les compagnies d'assurance contre les accidents du travail, et surtout les compagnies d'assurance sur la vie, émettent souvent l'étrange prétention d'être ainsi renseignées à l'insu de l'assuré. Nous constatons, à ce sujet, une protestation des médecins du syndicat de la Seine contre la pratique

des certificats délivrés à l'hôpital à des compagnies d'assurance, à l'insu des blessés. (Extrait du procès-verbal de la séance du 6 juin 1904).

La jurisprudence est unanime pour repousser des débats judiciaires ces sortes de certificats, qui peuvent en outre exposer ceux qui les ont donnés à être poursuivis en vertu de l'art. 378 du Code Pénal. (Aix, 16 janvier 1900. - Le Droit, 29 mars 1900).

Si les médecins ne doivent pas révéler aux tiers ce qu'ils ont constaté en donnant leurs soins, on comprend qu'il leur soit interdit, s'ils ont été appelés auprès d'un blessé, de délivrer à une tierce personne intéressée à contester les conséquences des blessures, un certificat médical dont il pourrait être fait usage contre le client qui leur a accordé sa confiance.

Le certificat, délivré dans ces conditions, doit être écarté des débats judiciaires comme ayant été donné en violation de l'art. 378 du Code Pénal. (Rennes, 22 avril 1899. Rec. per. assur., 1900, p. 5. S. 1901, 2, 108).

En 1884, la Société de médecine légale mit à l'étude la demande des compagnies d'assurances qui prétendaient obtenir du médecin traitant un certificat sur les causes du décès de l'assuré. M. Rocher, avocat à la Cour de Paris, soutint la thèse suivante :

Ce que demande la compagnie, c'est la délivrance d'un certificat dans lequel le médecin énoncera ce qui est pour lui la cause de la mort de son client. Tout d'abord, on pourra se demander qui pourra solliciter ce certificat. Est-ce la compagnie d'assurances ? Alors, sans hésitation,

le médecin devra le refuser. Est-ce un tiers étranger, bénéficiaire à un titre quelconque de l'assurance contractée par le défunt ? Ici, encore, sans nul doute le certificat ne pourrait être délivré. La question ne peut se poser que si c'est la famille qui vient solliciter le certificat. Mais par la famille, que devra-t-on entendre ? Sont-ce les descendants, les collatéraux, l'époux survivant ? Qui aura le droit, au nom du défunt, de délier le médecin de son devoir de silence ? C'est là, ce nous semble, un point capital. Vous allez révéler les circonstances du décès de votre client, et qui sait si lui vous aurait autorisé à le faire [1].

La Société de médecine légale se rangea à cette opinion, adoptée aussi par les tribunaux.

Dès lors, le médecin — auquel les représentants d'une personne, décédée après avoir contracté une assurance sur la vie, réclament, pour se conformer aux prescriptions de la police d'assurance, un certificat constatant le genre de maladie auquel l'assuré a succombé — est en droit de se refuser à délivrer ce certificat, en s'autorisant des règles du secret professionnel. (Trib. Besançon, 17 février 1887. S. 1887, 2, 94.)

Il a été ainsi jugé dans une espèce où le certificat était réclamé par le tuteur des héritiers de la personne décédée. (Trib. le Havre, 30 juillet 1886. — S. 1887, 2, 69).

Un arrêt de la Cour de Besançon infirma, le 7 juin 1899, un jugement du tribunal de Vesoul, du 18 juillet 1898, qui avait admis la production d'un certificat se rapportant à la maladie d'une personne décédée. Ledit certificat fut rejeté des débats (Sirey, 1901, 2. 109).

Mentionnons enfin l'arrêt de Cassation du 18 juillet

[1] S. Méd. leg., VIII, p. 337 et 339.

1904 aux termes duquel : l'attestation d'un médecin qui affirme que jusqu'à l'époque où il a cessé de donner des soins à une personne, celle-ci était saine d'esprit et jouissait de la plénitude de ses facultés mentales, ne constitue pas la révélation du secret professionnel interdite par l'art. 378 du Code Pénal, et les juges qui déclarent cette attestation digne de confiance ont droit d'en faire état.

Tout ce qui précède ne concerne aucunement les médecins attachés aux compagnies d'assurances. Celui qui a l'intention de s'assurer, loin de favoriser un examen qui pourrait lui être préjudiciable, essaiera quelquefois de lutter de finesse avec le médecin, sorte d'expert, chargé de découvrir les tares redhibitoires.

Il sait qu'il a en face de lui un adversaire et non un confident. Le médecin de la compagnie d'assurances n'agit donc pas comme médecin, mais comme l'homme de l'art capable de formuler un jugement motivé sur un cas appartenant à sa compétence.

CHAPITRE IX

Règles particulières renforçant le secret médical

La Déontologie n'a rien à voir avec la
loi civile qu'elle dépasse absolument.

GRASSET.

§ I. — *Déclaration de naissances*

« Il faudrait », écrivait, au XVIII^e siècle, Jean Astruc (*Art d'accoucher réduit à ses vrais principes*), s'il se pouvait, que les sages-femmes oubliassent jusqu'au nom et à la qualité des femmes qu'elles ont accouchées en secret. Du moins n'en doivent-elles jamais parler, ni indirectement ni directement. Elles doivent se souvenir qu'elles sont à cet égard comme des confesseurs.

Guillaume Raviot, dans ses *Observations sur le Recueil des arrêts notables du Parlement de Dijon*, de François Périer, disait aussi :

« Le mal qui résulterait de cette police à laquelle on

assujettirait les matrones, en les obligeant à déclarer au magistrat les filles qu'elles auraient accouchées, est évident. Le bien que ces déclarations produiraient lui est-il comparable ? D'un côté, ce serait réduire au désespoir les filles tombées dans l'opprobre ; elles n'auraient plus recours à ces accoucheuses ; elles se délivreraient elles-mêmes, elles se mettraient en péril, elles et leurs fruits ; peut-être seraient-elles tentées de s'en défaire et de conserver leur honneur par un crime ; celles-là, à qui l'honneur serait plus cher que la vie, pourraient ne vouloir pas y survivre ; voilà de grandes extrémités qui ne seraient pas compensées par l'utilité qu'on tirerait de la connaissance qu'on aurait du père et de la mère de l'enfant ».

Après quelques hésitations, la jurisprudence s'est ralliée à cette sage doctrine, et c'est dans ce sens qu'aujourd'hui, les tribunaux interprètent les article 55, 56 et 57 du Code civil.

Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement à l'officier de l'état-civil du lieu ; l'enfant lui sera présenté (art. 55).

La naissance d'un enfant sera déclarée par le père, ou à défaut du père par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement, et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle sera accouchée. L'acte de naissance sera rédigé de suite en présence de deux témoins (art. 56).

L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère et ceux des témoins (art. 57).

L'article 346 du Code Pénal sanctionne ces règles :

Toute personne, qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'art. 56 du Code civil et dans les délais fixés par l'art. 55 du même Code, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs (1).

Si le déclarant donne à l'officier de l'état-civil les noms et prénoms des parents, ou de la mère seulement, l'enfant étant né hors mariage, il n'y a pas là violation du secret professionnel.

La déclaration est obligatoire même au cas où l'enfant est mort-né. (Cassation, 2 septembre 1843 ; 27 juillet 1872.)

Mais le refus du déclarant de faire connaître le nom de la mère et la maison où l'accouchement a eu lieu n'est pas punissable des peines de l'article 346, C. Pénal ; il s'agit du déclarant que sa profession astreint à la garde des secrets qu'on lui confie.

Cassation, 16 septembre 1843, S. 43, 1, 915.

Cassation, 1^{er} juin 1844, S. 44, 1, 670.

Angers, 18 novembre 1850, S. 51, 2, 280.

Quant à la déclaration d'un nom imaginaire, la Cour de cassation a décidé, le premier août 1845, que, s'il y a eu intention criminelle, c'est l'art. 147 du Code Pénal, punissant le crime de faux, qui s'applique.

Si le médecin ou la sage-femme n'ont eu aucune in-

[1] L'atténuation de peine, signalée par l'art. 378, s'applique aussi à cet article.

tention criminelle, ils n'en restent pas moins exposés de la part de l'enfant à une demande en dommages-intérêts.

§ 2. — *Maisons de santé et maisons d'accouchement*

Les maisons de santé que dirigent les médecins, non plus que celles où les sages-femmes reçoivent des pensionnaires, ne sont soumises à la surveillance de la police comme les hôtels garnis et autres lieux publics.

Les articles 471 et 475 du Code Pénal, non plus que les lois du 14 décembre 1789, des 16-24 août 1790, 18-22 juillet 1837, en ce qui concerne les déclarations des noms des pensionnaires à la mairie, la tenue d'un registre et la représentation de ce registre à toute réquisition de l'autorité — ne leur sont applicables.

La Jurisprudence est unanime sur ces points.

Cass., 18 juin 1846.

Cass., 12 septembre 1846.

Cass., 12 juin 1886.

CHAPITRE X

Apparentes dérogations au Secret Médical

Le médecin devrait être un pasteur,
on voudrait en faire un policier !

BOULENGIER (*Journal de Médecine de Paris*,
22 octobre 1902).

§ 1. — *Lois concernant la santé publique*

Les lois et décrets relatifs à la protection de la santé publique sont :

La loi du 3 mars 1822 (art. 13) ;

La loi du 30 novembre 1892 (art. 15), complétée par la loi du 15 février 1902 et le décret du 10 février 1903.

Toutes ces lois, destinées à protéger la santé publique, ne touchent pas au secret professionnel ;

D'abord, parce que les déclarations qu'elles exigent doivent être faites à des personnes tenues elles-mêmes au secret par état ou profession ;

Ensuite, à cause de la nature même des déclarations.

Ainsi, la loi de 1822 se rapporte aux maladies épidémiques ou pestilentiellles, c'est-à-dire à des fléaux qui, par leur propagation, rendraient tout secret inutile, s'il pouvait venir à l'esprit de qui que ce soit de vouloir les cacher.

Quant aux lois suivantes, l'article 15 de la loi de 1892 maintient le respect du secret médical et la nature des précautions prises pour empêcher les indiscretions prouve le caractère confidentiel de la déclaration exigée. (Rouen, 23 juillet 1897. P. F. 98, 24.)

La Cour de Cassation, chambre criminelle, a jugé, le 13 mars 1897, que les médecins et sages-femmes ne sont pas relevés de l'obligation du secret, au sujet des communications à adresser aux autorités chargées de protéger la santé publique.

Ces communications conservent leur caractère confidentiel aux mains des sous-préfets et maires désignés par l'arrêté du ministre du 23 novembre 1893. Le secrétaire de mairie est l'auxiliaire officiel du maire et, comme tel, tenu au secret. (S. 1898. 1, 425.)

On objectera peut-être que la désinfection obligatoire révélera au public qu'il y a eu une maladie infectieuse dans telle maison ou tel appartement. Eh bien, si les curieux essayent de deviner, au milieu de la liste des maladies à déclarer, celle dont il s'agit, les précautions auront pu être prises pour laisser errer le jugement de ces indiscrets.

D'ailleurs, quand on parcourt cette liste qui comprend :

- 1° la fièvre typhoïde ;
- 2° le typhus exanthématique ;
- 3° la variole et la varioloïde ;
- 4° la scarlatine ;
- 5° la rougeole ;
- 6° la diphtérie ;
- 7° la suette miliaire ;
- 8° le choléra et les maladies cholériformes ;
- 9° la peste ;
- 10° la fièvre jaune ;
- 11° la dyssenterie ;
- 12° les infections puerpérales et l'ophtalmie des nouveau-nés lorsque le secret de l'accouchement n'a pas été réclamé ;
- 13° la méningite cérébro-spinale épidémique.

On se demande s'il s'agit là de maladies impliquant le secret.

La discussion à cet égard paraîtrait oiseuse. Sans doute, le secret est considéré comme absolu et d'ordre public, mais, en dépit de la jurisprudence, il faut bien ici se laisser guider par l'idée de ce qui peut nuire à l'individu. Or, les maladies énumérées ci-dessus, non seulement sont toujours avouées par les malades eux-mêmes, mais il faut aussi remarquer que leur diagnostic seul n'implique l'idée d'aucune tare.

Peu importe qu'on sache qu'un malade a eu une fièvre typhoïde, si on ignore le pronostic porté par le médecin, et aussi quelles ont pu être les complications.

§ 2. — *L'article 30 du Code d'instruction criminelle*

L'article 30 du Code d'instruction criminelle paraît une atteinte à l'article 378 du Code pénal.

D'après cet article :

« Toute personne qui aura été témoin d'un attentat soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au Procureur de la République, soit du lieu du crime ou du délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé. »

Comment interpréter ces articles qui paraissent opposés ?

Du fait que l'article 30 ne prescrit aucune peine, nous ne pouvons le considérer que comme un conseil ; tout autre est la force impérative de l'article 378.

Aussi, à l'égard des crimes ou délits dont il est question, doit-on considérer que le médecin doit les dénoncer, non pas quand son client est leur auteur, mais quand ils sont commis à son préjudice.

Le tribunal de Rennes, le 12 juin 1903, a décidé que, si le médecin était obligé de taire le méfait commis par son client ou par un membre de sa famille, et découvert au cours des soins donnés, il devait informer la justice de l'attentat commis sur son client par un tiers. (*Gaz. Pal.*, 1904, 1, 37.)

Cependant, il ne faudrait pas s'attacher trop étroitement à la jurisprudence du tribunal de Rennes.

Les empoisonnements et les sévices sur les enfants ont le plus souvent pour auteurs les parents de la victime. Pour la protéger, le devoir du médecin est de dénoncer le fait au Parquet.

Par contre, le médecin, appelé pour soigner une femme qui a essayé de se faire avorter, commettrait une faute grave contre son devoir professionnel et un délit contre l'article 378 du Code pénal, en livrant sa cliente à la justice.

Ce n'est pas à dire que le médecin doive couvrir de son silence les actes criminels de ceux qui font métier d'avorteurs. Mais, quand sa conscience lui prescrira d'appeler à son aide la justice pour faire cesser des manœuvres homicides, il devra toujours éviter de mettre en cause les clientes qui se sont confiées à lui, et qui l'ont renseigné.

Enfin, peut survenir un plus cruel embarras. Pour sauver un innocent, le médecin peut-il dénoncer son client coupable ?

C'est un véritable cas de conscience. Il est impossible de le résoudre d'une façon satisfaisante sans être en présence d'une espèce. Mais, ici encore, et en tant que principe, nous ne pouvons que reproduire le sentiment du professeur Brouardel :

« A mon avis, notre loi est de nous taire ; c'est là le principe. Mais, si un innocent est menacé d'être victime de notre réserve, nous devons, par tous les moyens

imaginés en dehors de la violation du secret, concourir à son salut. Sous aucun prétexte, nous ne devons dénoncer notre confident, même coupable. » (*Secret Médical*, 1893, p. 171.)

DEUXIÈME PARTIE

Après avoir passé en revue la jurisprudence qui se rapporte d'une façon générale à l'article 378 du Code pénal, nous étudierons quelle sera la conduite imposée au médecin en présence de différents cas de syphilis.

Nous ne discuterons pas ce lieu commun : “ qu'il n'y a pas de maladies honteuses ; qu'il n'y a que des gens honteux. ” Nous n'étudierons pas non plus les conditions sociales qui ont fait de la syphilis un épouvantail et une honte, alors que beaucoup de maladies appartenant à la gynécologie et aux voies urinaires échappent au mépris de la société, bien que leur étiologie soit le plus souvent vénérienne.

Nous constaterons seulement que c'est pour la syphilis que le secret médical apparaît le plus utilement. En raison des tares que cette maladie laisse chez l'individu, et qui peuvent être transmises à sa descendance, on peut dire, avec le professeur Brouardel, que c'est un secret intéressant la famille.

Quelquefois, la loi et le devoir professionnel paraissent bien rigides ; néanmoins, l'intérêt du malade se combine avec celui du médecin pour maintenir le secret, malgré ses difficultés d'application, comme l'égide de la profession médicale.

Cette étude comportera trois grandes divisions se rapportant :

- 1° au mariage ;
 - 2° aux nourrices et aux nourrissons syphilitiques ;
 - 3° aux mineurs, aux ouvriers et aux domestiques.
-

CHAPITRE PREMIER

La Syphilis et le Mariage

Exprimer notre opinion lorsqu'elle est favorable, se taire quand elle est défavorable, est inadmissible.

BROUARDEL.

§ I. — *Les candidats syphilitiques au mariage*

M. le professeur Landouzy croit qu'il n'y a pas de mariage possible pour le syphilitique.

Cette opinion nous paraît bien sévère, tout au moins au point de vue de la contamination ; elle ne peut se justifier qu'en considérant pour le syphilitique la possibilité, malgré le traitement le plus sévère, de procréer une descendance tarée, ou de succomber lui-même, à une époque indéterminée, à certaines maladies de la moelle ou de l'encéphale. Sans doute, le tabes et la paralysie générale risquent d'atteindre le syphilitique le plus scrupuleusement soigné ; néanmoins, il faut conve-

nir qu'une idyosyncrasie spéciale destine aussi certains malheureux à ces maladies, sous l'influence de causes autres que la syphilis. Il n'est cependant pas question d'interdire le mariage à ces prédisposés qui, ainsi que leur descendance, sont exposés à fournir une proie facile au tabes ou à la paralysie générale.

Il paraît donc plus pratique de considérer, avec le professeur Fournier, qu'un syphilitique sera autorisé à se marier sans danger pour son conjoint et pour sa descendance, quand il se sera conformé aux règles suivantes, formulées dans les leçons de l'hôpital Saint-Louis sur la syphilis et le mariage :

1° Pour admettre qu'un syphilitique n'est plus contagieux, il faut qu'il ne présente aucun accident spécifique ;

2° Que l'âge de la maladie soit suffisamment avancé ; *au minimum* (le professeur Fournier insiste sur ce mot), il faut que la syphilis ait été parfaitement soignée depuis quatre ans ;

3° Qu'en dehors de toute intervention thérapeutique, le malade n'ait présenté aucune manifestation spécifique, depuis deux ans au minimum ;

4° Les règles précédentes se combinent avec un traitement spécifique approprié et ne concernent que les syphilis d'intensité moyenne. Il faut donc mettre à part les cas de syphilis maligne.

D'autre part, le professeur Pinard enseigne qu'un ménage de syphilitiques peut procréer une descendance indemne lorsque, après avoir satisfait aux conditions

précédemment énumérées, le père se traite six mois avant la fécondation, et que la mère subit de son côté un traitement pendant toute la durée de sa grossesse.

Cependant, le professeur Fournier, interrogé à une séance de la Société de prophylaxie sanitaire et morale, s'il consentirait à marier sa fille à un gendre syphilitique qui se serait conformé aux rigoureuses prescriptions qui précèdent, avoua que personnellement il refuserait (1).

On comprend, dès lors, l'angoisse du médecin qui apprend qu'un client contagieux est sur le point de contracter un mariage.

Peut-il avertir le futur conjoint, auquel le syphilitique doit s'unir, du danger qui le menace ? Ira-t-il prévenir la famille de l'innocente victime qu'un individu, sans scrupules, s'apprête à sacrifier ?

C'est en vain que le médecin a épuisé tous ses efforts pour convaincre celui qui va sciemment apporter en mariage le funeste présent de sa maladie, que son action est criminelle ; en vain, il lui laisse entrevoir que, plus tard, quand l'époux contaminé aura acquis la preuve qu'une maladie, pouvant mettre ses jours en danger, est le résultat d'une déplorable union, il voudra sans doute divorcer ; ni la pitié, ni le scandale ne peuvent retenir le malfaiteur.

(1) *Bulletin de la Société de prophylaxie sanitaire et morale*, 10 juillet 1903, p. 380.

Et le médecin doit assister muet au drame qui se prépare. Car « l'exigence des devoirs ne fléchit pas devant l'infamie d'autrui ». (Hémar. *Secret médical*. Annales d'hygiène, 1869, XXXI.)

Qu'il soit consulté au sujet d'un mariage intéressant un syphilitique, ou qu'il apprenne que son client, en période contagieuse, se mariera prochainement, le médecin doit rester absolument étranger à ce qui va se passer, en s'abstenant de tout renseignement, de toute indication. Ainsi l'exige la loi et, comme dit M. Bruno-Lacombe :

« Nul n'est assez sûr de lui-même pour mettre sa conscience au-dessus de la loi » (1).

Cette opinion que nous défendons est loin d'être admise par tous les médecins.

En 1863, la Société de médecine du VIII^e arrondissement, sur le rapport du D^r Caffé, et celle du IX^e (le D^r Pioggey rapporteur), avaient admis que le médecin devait s'interdire de donner aucun renseignement sur la santé d'un client, à l'occasion du mariage qu'il a l'intention de contracter.

Au contraire, adoptant la déclaration du D^r Gaide, les Sociétés des II^e, III^e et X^e arrondissements accordèrent le droit de parler, en certains cas, à l'occasion du mariage.

(1) Secret professionnel en médecine. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Bordeaux, le 16 octobre 1885.

Le plaidoyer du Dr Gaide, auquel se ralliait Legrand du Saulle, était encore soutenable avant la jurisprudence de 1885, qui exigeait l'intention de nuire, comme élément essentiel du délit prévu par l'art. 378 du Code pénal, mais, aujourd'hui, il n'a plus qu'une valeur sentimentale et nous ne le reproduisons que parce qu'il représente encore certaines doctrines.

Qu'un de nos clients, rongé par une de ces syphilis constitutionnelles qui résistent à tout traitement, ne craigne pas de solliciter la main d'une jeune fille pure et qui fait la joie de sa famille ; que le père de cette jeune fille vienne, avec confiance, vous demander s'il peut, en toute sécurité, la donner à l'homme qui va la souiller au premier contact et qui, pour toute consolation, lui laissera des enfants infectés de la maladie de leur père, devrions-nous répondre par un silence qui peut être mal compris, et nous rendre complice d'un mariage dont les fruits peuvent être si déplorables ? Je ne le crois pas, et, pour ma part, je le déclare, jamais je ne me sentirai le courage d'obéir à la loi en pareille circonstance ; ma conscience parlerait plus haut qu'elle, et, sans hésiter, je dirais : « Non, ne donnez pas votre fille à cet homme. » Je n'ajouterais pas un mot, j'aurais la prétention de ne pas avoir trahi mon secret ; et si, par impossible, la peine prononcée par l'article 378 m'était appliquée pour ce fait, j'en appellerais à tous les pères de famille ; et la tête haute, je plaindrais le tribunal qui se serait cru autorisé à me punir d'avoir préservé d'une infection presque certaine une femme et sa génération tout entière.

(GAIDE, *Gaz. des Hôpitaux*, 1863).

Cette théorie fut approuvée avec quelques réserves par Tardieu, Amédée Latour et Brochin.

Il ne nous semble pas indifférent d'ajouter que le Professeur Fournier remarquait que c'est exceptionnellement que le médecin est consulté pour des cas de ce genre (1).

Tout récemment, à la Société de prophylaxie sanitaire et morale, cette question a soulevé d'énergiques discussions ; mais comme il s'agissait plutôt de réformer la loi que de l'interpréter, nous estimons que ces débats ne rentrent pas dans le cadre de notre étude.

§ II. — *Les époux syphilitiques*

La syphilis ne résulte pas toujours d'un coït infectieux.

Il y a aussi ce qu'on pourrait appeler la *syphilis des innocents*. D'après L. Jullien (*Traité pratique des maladies vénériennes*), nous citerons comme mode de contagion, en dehors de toute excitation vénérienne :

1° Le baiser. Musitanus raconte que plusieurs religieuses d'un couvent, à Sorrente, prirent la syphilis en embrassant un enfant nourri par une femme gâtée.

2° Les attouchements. Jean Bayer nous a conservé l'histoire de la maladie qui se répandit en 1727 dans le petit village de Sainte-Euphémie (Drôme) et qui était due à une pustule survenue à l'index d'une accoucheuse.

3° La vaccination. A Berlin, les tribunaux condamnèrent à deux mois de prison et à une amende de 50

(1) *Bulletin de la Société de prophylaxie sanitaire et morale*, 10 juillet 1903, p. 359.

thalers un vétérinaire convaincu d'avoir, par cette opération, transmis la syphilis à dix-neuf personnes.

4° Le tatouage. En Amérique, un tatoueur, nommé Kelly, produisit ainsi une véritable épidémie locale.

5° Les instruments de chirurgie.

6° Les vêtements ou les draps de lit.

7° Les récipients.

8° Les parasites. En 1872, Profeta publia une observation fort probante se rapportant à un jeune homme chez lequel on ne put découvrir d'autre agent d'infection qu'un *acarus*. Le chancre initial siégeait sous un espace interdigital de la main droite.

Aussi le médecin qui se voit en présence d'un syphilitique marié doit-il observer la plus grande réserve. Un diagnostic brutalement formulé pourrait produire de graves discussions dans un ménage où la syphilis aurait pénétré par une des voies indirectes que nous avons indiqué. Mais alors même qu'on pouvait soupçonner la fidélité d'un des époux, la plus grande circonspection est encore de rigueur.

A ce sujet, Fabre, dans son *Traité des maladies vénériennes* (3^e édition, Paris, 1773, p. 294), rapporte le fait suivant :

« Un homme, âgé d'environ cinquante ans, vint me consulter. Il avait un chancre malin bien caractérisé. Je lui dis naturellement ce qui en était. Il me dit qu'il croyait que je me trompais, parce qu'il n'avait vu qu'une fille dont il était sûr. Je lui expliquai que cette fille lui en imposait et qu'elle avait la vérole, s'il était vrai

qu'il n'eut jamais connu qu'elle. Sur cela, il me proposa de l'amener, pour que j'en fisse la visite ; j'y consentis. Deux heures après il revint avec une personne de trente à trente-cinq ans, et il me dit que cette personne qu'il avait supposée être fille était sa femme, qu'il avait épousée depuis sept ou huit jours. J'aurais voulu alors n'avoir point avancé le jugement que j'avais porté, mais il n'était plus temps. Cependant, je demandais à visiter cette femme, qui m'assurait hardiment être saine. Après l'examen nécessaire, je dis comme elle, quoique je découvrisse les traces de plusieurs chancres qui étaient cicatrisés très imparfaitement. Je questionnai ensuite le mari sur les maladies vénériennes qu'il pouvait avoir eues auparavant. Il me dit qu'il avait eu, il y avait trente ans, une gonorrhée qui avait été bien traitée, et dont il ne s'était jamais ressenti. Je tâchai de lui persuader, par plusieurs raisons, que ce chancre pouvait être l'effet d'un reste de levain vérolique qu'il avait depuis cette gonorrhée. Je soutenais avec répugnance une opinion aussi extraordinaire ; mais mon intention était de prévenir, par ce mensonge, un divorce qui ne pouvait remédier à rien dans la circonstance présente. »

L'embarras de Fabre, fidèle aux préceptes d'Hippocrate, montre combien il est utile, en présence d'un client syphilitique, de savoir s'il vit ou non dans l'état de mariage.

Mais à cette question : Etes-vous marié ? certaines personnes, vivant dans une situation qui pourra mériter autant de ménagements qu'une union légale, s'empres-seront de répondre naïvement : Non.

Eh bien, même à leur égard, leurs devoirs doivent être remplis, quoique difficiles à concilier.

1° S'efforcer d'empêcher la contamination du conjoint, s'il en est encore temps.

2° Ne rien faire et ne rien dire qui puisse troubler une union même illégale. Ici se combinent l'obligation au secret et le devoir professionnel.

Un syphilitique, quel que soit son sexe, a-t-il déclaré qu'il était marié, il sera souvent utile d'examiner le conjoint afin de se rendre compte de son état. C'est ici que devra s'exercer le tact du médecin pour parvenir à son but, sans provoquer aucun soupçon préjudiciable.

Et en même temps ce client, qui a le droit d'exiger le secret le plus absolu sur sa maladie, ne peut rester ignorant de sa nature et de sa gravité.

Pour le mari, la chose est assez simple, car c'est le plus souvent lui qui a introduit la syphilis dans le ménage. Des questions adroitement posées peuvent renseigner sur sa fidélité conjugale. S'il avoue qu'il sacrifie sur d'autres autels que celui de l'hyménée, il ne faudra pas hésiter à lui apprendre sa maladie et à l'engager, s'il est encore temps, à prendre les mesures nécessaires pour ne pas contaminer sa femme.

La situation est plus délicate si le mari affirme qu'il n'a jamais trahi la foi conjugale. Cependant, il est porteur d'un chancre induré sur la verge, et la contamination par la voie génitale ne peut faire aucun doute.

Alors, après avoir renseigné son client sur son diagnostic, le médecin devra en atténuer le plus possible la portée. Non seulement parce qu'il doit toujours avoir

présente à l'esprit cette pensée, que *“ s'il est souvent impuissant à guérir, il doit consoler toujours ”*, mais aussi parce que, peut-être, l'épouse innocente a contracté la syphilis par une voie extra-génitale ; par exemple, en donnant des soins à un jeune enfant syphilitique.

D'ailleurs, l'épouse serait-elle coupable, le rôle du médecin n'est pas celui d'un justicier. Personne ne pourra lui savoir mauvais gré d'un mensonge adroit permettant au mari syphilité d'ignorer l'inconduite de sa femme.

L'anecdote suivante montre comment les anciens maîtres savaient se tirer d'affaire en semblable occurrence.

L'illustre Boyer fut un jour consulté par un client sur lequel il avait pratiqué l'année précédente une castration double. L'opéré, qui était marié, venait, accompagné de sa femme enceinte de six mois, demander s'il pouvait se considérer comme le père de l'enfant qui allait naître. L'attitude suppliante de l'épouse implorait la pitié.

Et Boyer, maître en cet instant du bonheur du ménage, répondit avec autant d'esprit que de prudence :

« Oui, monsieur, cela peut arriver une fois » ; puis, se tournant vers l'épouse coupable, il ajouta : « Mais une seconde fois, ça ne peut pas arriver. »

La réserve que nous conseillons est d'autant plus légitime que, n'étant pas encore entré en rapport avec l'épouse, le médecin ignore à quelle sorte de contagion

elle doit la syphilis, et si elle se confie à son examen, le secret devient obligatoire.

Maintenant, ce n'est plus le mari qui vient consulter, c'est la femme.

Pas de difficulté si elle avoue quelque aventure galante, il suffira de l'avertir du danger qu'elle peut faire courir à ceux qui l'approchent, si elle est encore dans une période contagieuse.

Mais, au contraire, c'est une épouse impeccable qui présente un chancre syphilitique sur les parties génitales. Le médecin ne peut laisser ignorer à sa cliente qu'elle est atteinte d'une maladie exigeant des soins immédiats et prolongés ; d'autre part, il est à craindre qu'elle ne veuille se séparer d'un mari indigne de son attachement, quand elle apprendra qu'elle a reçu de lui la syphilis.

Pour écarter cette fâcheuse solution, il sera bon de rappeler à l'épouse que la syphilis peut être prise d'une façon très innocente, ou bien encore il y aura lieu d'inviter le mari à mettre lui-même sa femme au courant de son état.

Seulement, n'oublions pas qu'il s'agit moins de porter remède à une union compromise qu'à une femme qui demande des soins ; il est urgent de l'éclairer sans retard, et si le concours du mari était impossible, il n'y aurait pas à hésiter.

Le médecin ne devrait pas attendre pour révéler, avec

les précautions nécessaires, à sa cliente la dangereuse situation dans laquelle elle se trouve.

Sous prétexte de paix dans le ménage, soigner une femme mariée sans lui laisser savoir qu'elle a la syphilis, serait commettre une lourde faute. La malheureuse, pour des raisons quelconques, peut, après un traitement plus ou moins prolongé, être obligée de quitter son médecin. Ignorant sa maladie, que fera-t-elle pour éviter des accidents tertiaires ou parasyphilitiques, tels que le tabes ou la paralysie générale ?

Quand un nouveau médecin aura pu remonter à la source des accidents pour lesquels la malade viendra plus tard le consulter, il sera peut-être trop tard : une syphilis incomplètement soignée comptera une victime de plus.

Dans tous les cas, il faut bien noter que le médecin qui croit utile de faire participer l'époux du client qui le consulte, aux constatations qu'il a faites, ne peut agir ainsi sans l'assentiment éclairé de celui qui s'est confié à ses soins.

Enfin, les choses peuvent mal tourner : l'un des époux se croit autorisé à demander le divorce, en basant son action sur la contamination syphilitique due à son conjoint.

En pareil cas, que le médecin ait pour client l'homme ou la femme ou tous les deux, il devra refuser de donner aucun certificat établissant le diagnostic fait sur l'un d'eux ou sur tous les deux.

Médecin des deux époux, et presumant que la syphilis a été communiquée par l'un, il ne révélerait ce qu'il a constaté, sans trahir le secret de l'autre. Qu'on se reporte aux attendus de l'arrêt de Grenoble du 23 août 1828.

Médecin du mari, qu'il refuse le certificat demandé comme inutile. L'accorder ne serait pas commettre une infraction à la loi, mais ce genre de certificat pourrait porter atteinte à la dignité de celui qui aurait consenti à le donner.

A l'égard de la femme, et malgré l'acquiescement par le tribunal de Bordeaux en faveur d'un chirurgien qui avait donné un certificat permettant d'intenter une action en divorce pour transmission de syphilis, nous maintenons que le devoir professionnel du médecin est de s'abstenir.

« Le médecin qui se bornerait à obéir aux prescriptions de la loi en ce qui touche le secret médical, ne remplirait que bien imparfaitement son devoir. »

DECHAMBRE (*Le Médecin*, p. 164.)

CHAPITRE II

Nourrissons et nourrices syphilitiques

Le lait de la mère appartient à son enfant.

PINARD.

§ 1. — *Les nourrissons syphilitiques*

Avant de commencer cette étude, quelques mots de l'étiologie de la syphilis héréditaire.

« S'il est légitime d'admettre *à priori*, disent Ribemont-Dessaigne et Lepage (*Traité d'obstétrique*, p. 578) — et la clinique ne confirme que trop cette hypothèse — que la syphilis de la mère peut atteindre le fœtus, la transmission par la voie paternelle peut paraître moins aisée à comprendre. Dans nombre de cas, la syphilis paternelle ne manifeste pas son action, même à longue échéance, ou bien elle le fait seulement à une période de la vie de l'enfant qui n'intéresse plus guère l'accoucheur. »

Quand la syphilis héréditaire est due au père, la mère a été infectée en même temps que fécondée ; ou bien le père syphilitique depuis quelques années, grâce au traitement suivi, n'a pas infecté la mère, mais seulement le produit de conception.

Les avortements à répétition et les grossesses qui se terminent par la naissance d'enfants morts et macérés permettent de rapporter au père la syphilis héréditaire du nouveau-né, surtout quand l'accoucheur constate la grosseur anormale du placenta et sa pâleur.

Alors, avec toute la discrétion nécessaire, le médecin qui aura de plus reconnu sur le nouveau-né des signes d'hérédo-syphilis devra refuser toute nourrice autre que la mère.

D'après la loi de Colles (1), elle seule peut impunément allaiter. Si elle refuse de nourrir son enfant, il faudra avoir recours au lait d'ânesse.

Telle est la règle stricte dont il ne faudra se départir sous aucun prétexte. En s'entendant avec le père, qui devra être renseigné sur les dangers de contagion que peut faire courir son enfant, la tâche sera facilitée et le nourrisson pourra recevoir les soins nécessaires.

Supposons maintenant que l'accoucheur découvre des

(1) Cette loi devrait porter le nom de Loi de Beaumès, chirurgien en chef de l'Antiquaille de Lyon, qui écrit en 1840 : une mère ayant porté dans son sein un enfant syphilitique, qui doit l'infection au sperme de son père, ne contracte pas généralement, en nourrissant son propre enfant, la maladie syphilitique comme pourrait la contracter une nourrice étrangère.

signes de syphilis sur la mère, en même temps qu'il reconnaît l'hérédo-syphilis chez l'enfant.

La nourriture sera ordonnée suivant les mêmes règles que précédemment, mais ici s'impose beaucoup plus de circonspection. Quel est l'auteur responsable de la syphilis ? Est-ce le père, est-ce la mère ?

Le médecin doit mettre en œuvre toute sa science pour discerner lequel des époux présente les accidents les plus anciens. Avec quel tact devra-t-il conduire son enquête pour découvrir l'auteur responsable de la maladie et s'entendre avec lui sur le traitement à faire suivre à l'enfant.

En outre, peut-il quitter l'un des époux à une période contagieuse sans lui donner le moindre avertissement ?

Si la syphilis est due au mari, qui jusque-là est resté ignorant de sa maladie, il faut lui faire comprendre les dangers qu'il courra, ainsi que son épouse, s'il attend plus longtemps pour suivre un traitement. C'est par son mari que la femme sera ainsi renseignée.

Mais s'il s'agit d'une épouse coupable, que de subterfuges et que de prudence pour lui permettre d'apprendre à son mari le traitement qu'il est urgent d'instituer pour tous deux.

D'ailleurs, il peut arriver que la mère qui vient d'accoucher d'un enfant hérédo-syphilitique ait pris la syphilis avant son mariage. Veuve, divorcée, ou mariée pour la première fois, elle est parvenue à dissimuler sa maladie à son mari et à ne pas le contaminer, grâce à un

traitement suivi suffisamment longtemps. Dans ce cas, le secret de la mère doit rester intact. Avec elle seule, le médecin doit régler le traitement de l'enfant.

Donc, le médecin qui reconnaît l'hérédo-syphilis chez un nouveau-né, est tenu au secret vis-à-vis des parents. Car il est possible que l'un d'eux ignore la maladie qui atteint sa progéniture. Il importe qu'aucune imprudence ne vienne semer la discorde entre les époux, tout en pourvoyant aux soins que nécessite le nouveau-né.

C'est ici que, malgré les étonnements, les questions et la résistance à suivre des prescriptions qui semblent incompréhensibles, le médecin devra user de beaucoup d'énergie et de non moins de diplomatie.

Nous n'avons pas cru devoir nous arrêter sur le cas de *syphilis par conception* admis par le professeur Fournier et nié par le professeur Pinard.

Il s'agirait d'une femme enceinte d'un syphilitique guéri en apparence et qui présenterait vers le quatrième ou le cinquième mois de sa grossesse des lésions de syphilis secondaire, sans avoir jamais eu de chancre syphilitique. Ce que Fournier appelle la *syphilis décapitée*.

D'après Ribemont-Dessaigne et Lepage (*Précis d'obstétrique*), « les observations indiscutables de syphilis par conception sont fort peu nombreuses », c'est pourquoi nous nous croyons autorisés à laisser de côté les conséquences déontologiques qui pourraient en résulter.

Les choses seraient d'ailleurs assez compliquées, car

il s'agirait de soigner la mère sans violer le secret qui appartient aux deux époux.

Arrivons à un cas plus compliqué.

Le nourrisson a été confié à une nourrice, et au cours de l'allaitement des signes tardifs d'hérédo-syphilis apparaissent. La nourrice elle-même est contaminée.

Si la preuve peut être rapportée que le nourrisson était syphilitique avant d'être confié à la nourrice, les parents sont responsables. (Cour de Paris, 17 janvier 1884. — Journal du Palais, 1886, 1^{re} part., p. 970.)

Mais les tribunaux vont plus loin, et si nous nous reportons à un jugement du tribunal civil d'Amiens du 12 avril 1893, nous voyons que « lorsqu'un enfant a été confié par sa mère à une nourrice préalablement visitée et agréée par un médecin et que la syphilis a été communiquée par le nourrisson à cette dernière, chez laquelle le médecin continuait ses visites médicales, la nourrice peut actionner en dommages-intérêts non seulement la mère, mais aussi le médecin (principe tiré des art. 1382 et 1383, C. civil).

Aucune exception n'existe pour le médecin, ni dans la loi de ventôse an XI, ni dans les lois de Droit commun. Le médecin ne saurait ni plaider les circonstances atténuantes, en prétendant qu'il n'a en tous cas commis qu'une *culpa in omittendo* ; ni se retrancher derrière les règles du secret professionnel, car il avait le devoir de prendre les mesures nécessaires pour, sans trahir ce

secret, éviter à la nourrice une contamination certaine. »
(Recueil d'Amiens, 1894.)

Pour échapper à un procès désastreux, il ne faut pas que les parents hésitent, suivant la formule du professeur Fournier, à *avouer, payer et garder la nourrice*.

Le devoir du médecin sera d'abord d'essayer de découvrir le parent d'où vient la maladie : car, peut-être, l'autre ignore la gravité de la situation.

Si ces recherches aboutissent, c'est avec cet auteur responsable qu'il faudra se concerter sur la conduite à tenir :

La nourrice doit être avertie de la maladie dont elle est atteinte. Elle doit être indemnisée, et conservée auprès de l'enfant le plus longtemps possible, ce qui permettra de la soigner utilement, et de prévenir de nouvelles contagions.

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 19 mars 1896 a approuvé cette manière de faire, en décidant que, lorsque le nourrisson, atteint de syphilis, a communiqué la maladie à sa nourrice, on ne saurait imputer à faute au médecin d'avoir laissé se continuer l'allaitement de l'enfant.

Il est hors de doute que la contamination étant faite, cette nourrice est la seule utile pour le nourrisson, et qu'ils n'ont plus rien à craindre l'un de l'autre.

Mais il en va tout autrement, si la nourrice n'a pas été contagionnée.

Toujours, si c'est possible, le médecin remontera

discrètement à la source de la syphilis. S'il y parvient, il s'entendra sur la conduite à tenir, avec l'auteur responsable qu'il aura découvert.

En premier lieu, le nourrisson devra être séparé de sa nourrice, et mis à l'allaitement artificiel, au lait d'ânesse. Mais la nourrice ne doit pas soupçonner la cause de ce changement.

De plus, il faudra la garder en observation pendant six ou sept semaines depuis la dernière tétée, pour bien s'assurer qu'elle est indemne.

Tout cela peut être réalisé avec un peu d'habileté, et les choses se passent relativement bien, quand la nourrice n'est pas contaminée, et qu'il n'est fait aucune opposition du côté des parents.

Les difficultés surgissent, au contraire, si les parents, égoïstes, veulent conserver pour leur enfant contagieux une nourrice qui a eu la chance d'éviter la syphilis.

Le médecin s'opposera de toutes ses forces à l'exécution de cet acte barbare. Si les parents s'entêtent, il prescrira par écrit la suspension de l'allaitement, et par écrit aussi fera la même ordonnance pour la nourrice, sans, toutefois, donner aucune raison de sa détermination. Le médecin ne doit pas révéler le secret de parents inconscients, mais il ne doit pas s'associer à leur méfait.

En agissant autrement, il pourrait se rendre complice du délit que préparent les parents, et partager avec eux la responsabilité des dommages.

§ 2. — *Nourrices syphilitiques*

Il existe une analogie entre l'ouvrier verrier, qui consent à se laisser examiner par un médecin, et la nourrice qui, pour exercer son métier, doit justifier d'un certificat de bonne santé.

Quand le médecin, chargé de choisir une nourrice, se rend dans un bureau de placement, il agit comme expert. Son rôle est semblable à celui du médecin attaché à une compagnie d'assurances. Il ne recevra aucune confiance, et il aura à déjouer les ruses ou les réticences de la nourrice examinée.

Nous estimons qu'en pareil cas le secret professionnel est très atténué. Le médecin qui reconnaîtrait dans un bureau de placement une nourrice atteinte de syphilis à une période contagieuse, serait coupable si, avec toute la discrétion possible et de façon à lui éviter tout préjudice, il ne prenait pas les mesures nécessaires pour l'empêcher de nuire.

Ici, la situation nous paraît fort nette.

Il n'en est plus ainsi quand, au cours de l'allaitement, la nourrice d'un enfant sain gagne la syphilis. Dès que le médecin a établi son diagnostic, il doit ordonner la cessation de l'allaitement, si le nourrisson a eu le bonheur de rester indemne.

Cette fois, respectueux du secret qu'il doit à la nourrice, il la mettra au courant de son état et fera en sorte que son départ immédiat ne nuise pas à sa consi-

dération. Cependant, pour accomplir entièrement le devoir qui lui incombe, il agira avec toute l'autorité nécessaire pour l'obliger à entrer à l'hôpital.

Quant à l'enfant, dont la nourriture a été interrompue et qui doit être tenu en observation pendant six ou sept semaines, le médecin devra dissimuler aux parents les motifs de sa conduite médicale et, sous un prétexte habilement présenté, empêcher que la nourrice soit remplacée. Le nourrisson sera scrupuleusement tenu à l'allaitement artificiel pendant toute la période d'observation. Tout ceci exigera beaucoup de prudence et de fermeté, pour respecter à la fois la loi et le devoir médical.

Si, au contraire, le nourrisson a subi l'infection, le médecin doit en avertir les parents et leur faire comprendre l'utilité de garder la nourrice.

En outre, le Dr Thibierge (*Syphilis et Déontologie*) conseille, s'il est possible, d'établir un rapport écrit avec un confrère pour marquer que l'antériorité des accidents appartient à la nourrice. Cette sage précaution pourra éviter un procès où la nourrice se croirait autorisée à demander des dommages en prétendant que l'infection vient du nourrisson.

CHAPITRE III

Syphilitiques sous la dépendance d'autrui

Les hommes naissent et demeurent libres
et égaux en droits.

(Déclaration des droits de l'homme et du
citoyen).

§ 1. — *Mineurs*

Nous ne nous occupons que des mineurs âgés de plus de quinze ans. Au dessus de cet âge, la syphilis serait le résultat d'un acte criminel, et le médecin, appelé par les parents ou les chefs d'institution, pour soigner l'enfant contaminé, ne pourrait se dispenser de faire connaître son diagnostic.

Autrement, comment instituer le traitement sévère que comporte la maladie ?

Mais, à partir de quinze ans, la loi accorde certains droits aux mineurs : la femme peut se marier, et tous les mineurs âgés de seize ans ont le droit de disposer par testament jusqu'à concurrence de la moitié des biens

dont la loi permet au majeur de disposer (art. 904, Code civil.)

Aussi, à leur égard, n'est-il pas douteux que le médecin est tenu au secret.

Appelé à donner ses soins à un mineur par ses parents ou par un chef d'institution, le médecin, qui diagnostique la syphilis, n'a pas le droit de révéler le résultat de ses constatations. Cependant, la contagion est menaçante, aussi bien pour les camarades de pension que pour la famille. Alors, c'est au médecin de s'efforcer de faire comprendre au mineur, surtout s'il a été appelé par ses parents, qu'il est de son intérêt de ne pas laisser ignorer son état à son père, à sa mère ou à son tuteur.

Toute l'éloquence généreuse du médecin s'emploiera pour ce résultat, mais en présence d'un refus entêté ou motivé, le silence est obligatoire.

§ 2. — *Domestiques*

La règle est la même.

Que la consultation ait été provoquée par les maîtres, ou bien qu'elle soit volontaire, les maîtres ne doivent pas apprendre du médecin la maladie de leur domestique.

L'attitude du médecin doit être analogue à celle qu'il est obligé de tenir quand on croit pouvoir le consulter pour un mariage.

Néanmoins, s'il est à la fois le médecin de la famille

et celui du domestique, il fera tout son possible pour que ce dernier entre à l'hôpital, et évite de contaminer ses maîtres.

Quelquefois, pour peser sur l'esprit d'un serviteur têtue, il lui sera permis d'évoquer la peine qui l'atteindrait, s'il était démontré qu'il a contaminé ses maîtres.

Quoi qu'il en soit, le devoir du médecin de la famille est de conseiller discrètement aux maîtres les mesures nécessaires pour éviter la contamination, particulièrement pour les enfants.

§ 3. — *Employés et ouvriers*

D'une façon générale, la syphilis des employés ou bien des ouvriers ne doit pas être révélée au patron qui a installé un service médical. Ceux qui reçoivent ainsi des soins payés par le patron sont dans la même situation que des clients ordinaires. Pour se faire soigner ils se confient entièrement au médecin qui est tenu vis-à-vis d'eux au secret absolu.

Mais il peut arriver que certaines industries, comme la soufflerie du verre au moyen de tubes, exigent une surveillance spéciale au point de vue de la syphilis. L'ouvrier qui, dans un but de prophylaxie, accepte l'examen du médecin, n'attend rien de sa discrétion.

Le rôle du médecin n'est plus de soigner, mais de surveiller ; aussitôt qu'il reconnaîtra un cas de syphilis, il devra le signaler au patron.

En pareil cas, il n'existe pas plus de secret professionnel que pour le médecin d'assurances.

§ 4. — *Militaires*

Les militaires ne sauraient être considérés comme exclus du droit commun relativement au secret médical. Les exigences du service en rendent l'application souvent difficile, mais la décision ministérielle du 4 avril 1845, quoique se rapportant aux officiers, ne permet pas de douter que tout militaire a droit au secret médical.

Lorsque des officiers sont malades à la chambre, un des officiers de santé est chargé de les voir et de rendre compte de leur état au lieutenant-colonel. Le ministre de la guerre, consulté sur la question de savoir si l'officier de santé doit, en rendant compte de l'état des officiers, faire connaître en même temps la nature de leur maladie, a répondu que cette obligation ne saurait nullement être imposée aux officiers de santé, dont les fonctions purement médicales par les règlements, se trouveraient par là dégénérer en un moyen supplémentaire de police ; en gardant le silence à ce sujet, les officiers de santé ne sont pas d'ailleurs mus seulement par une honorable susceptibilité, ils ne font que se soumettre aux prescriptions que la loi leur impose. (art. 378). (Décision ministérielle du 4 avril 1845).

Les dernières instructions ministérielles relatives aux conscrits, indiquent bien qu'il n'y a pas de traitement de faveur pour les officiers.

En effet, aux termes des instructions en vigueur, les jeunes gens en se faisant inscrire sur les tableaux de recensement, c'est-à-dire au moment de la formation de la classe, doivent faire connaître les motifs d'exemption qu'ils se proposent de faire valoir devant le conseil de révision.

Ces motifs sont consignés dans une colonne spéciale des tableaux de recensement, et jusqu'à ce jour ils étaient reproduits sur l'exemplaire des tableaux de recensement affiché dans toutes les mairies au moment de la formation de la classe.

Cette façon de procéder a soulevé des protestations de la part des intéressés, se plaignant à bon droit du tort considérable qui leur était causé par la divulgation de certaines infirmités cachées.

A partir de la mise en vigueur de la nouvelle loi, il n'en sera plus de même. En effet, le ministre de la guerre, dans les nouvelles instructions relatives à l'application de la loi de deux ans, prescrit que désormais les motifs d'exemption invoqués par les candidats ne seront plus portés à la connaissance du public.

Rappelons à ce propos que pareille mesure avait déjà été prise il y a quelques années pour les certificats d'exemption qui ne mentionnent plus le motif pour lequel l'intéressé a été exempté du service militaire.

§ 5. — *Sociétés de Secours Mutuels*

Les maladies vénériennes, l'alcoolisme, les rixes

excluent le plus souvent le sociétaire du droit de participer à une indemnité.

L'embarras du médecin est grand pour satisfaire aux exigences de la société qui le paie, sans violer le secret auquel il est tenu.

Nous croyons qu'il ne peut exister aucune hésitation entre les prescriptions de la loi, et les injonctions de la société de Secours mutuels.

Aussi, par respect du secret professionnel, le diagnostic des maladies citées plus haut, ne devra jamais être indiqué.

Il sera d'ailleurs facile de donner le change en ne laissant connaître qu'un diagnostic ne pouvant porter aucun préjudice au malade. Car il ne faut pas l'oublier : le médecin est dans ce cas moins celui de la société que du malade qui se confie à ses soins.

CONCLUSIONS

Le secret médical, inhérent à l'art de la médecine, est aussi ancien qu'elle.

Plus ou moins toutes les législations modernes en sanctionnent le principe.

Mais il n'est pour le médecin qu'une partie de son devoir professionnel.

L'importance de la peine, portée en l'art. 378 du Code Pénal, doit plutôt rassurer le malade que suffire pour empêcher la divulgation des secrets.

Outre le médecin, les étudiants en médecine et les infirmiers professionnels sont tenus au secret.

Le secret médical est absolu et d'ordre public, par conséquent l'intéressé au profit duquel il est établi ne peut pas en délier celui qui y est tenu.

La jurisprudence nouvelle oblige à beaucoup de prudence pour les observations médicales, pour le recouvrement des honoraires, ainsi que pour la déli-

vance des certificats. Ils doivent toujours être refusés aux tiers.

Le médecin attaché à une compagnie d'assurances n'est pas tenu au secret, car il ne lui est fait aucune espèce de confiance.

La justice, par respect pour l'article 378 du Code Pénal, se prive de tout témoignage rentrant dans le domaine de cet article. Toutefois le médecin est tenu de déférer à la citation et de comparaître comme témoin.

Le secret médical est renforcé par les règles concernant la déclaration des naissances et celles qui s'appliquent aux maisons de santé ou d'accouchement.

La déclaration du diagnostic des maladies contagieuses à des fonctionnaires astreints au secret n'est pas une dérogation à l'art. 378.

L'interprétation de l'art. 30 du Code d'Instruction criminelle prouve de même son intangibilité.

Appliquant les règles générales qui précèdent au cas spécial de la syphilis, nous constatons d'abord qu'il s'agit là d'un véritable secret de famille.

D'où interdiction absolue de se prêter à la moindre consultation en vue du mariage et quand un des futurs conjoints peut être soupçonné de syphilis.

Quant il s'agit d'un syphilitique marié, éviter toute déclaration pouvant troubler une union même illégale, tout en s'efforçant d'empêcher, s'il en est temps encore, la contamination entre époux. Cependant, une femme

mariée syphilitique, cliente directe du médecin, ne peut être tenue dans l'ignorance de sa maladie.

En vue d'un divorce, refuser tout certificat se rapportant à la syphilis.

La mère doit allaiter son enfant hérédo-syphilitique, et si elle refuse, l'allaitement artificiel doit seul être autorisé.

Quand les parents, ou l'un d'eux, ignorent que leur enfant est hérédo-syphilitique, le médecin recherchera prudemment l'auteur responsable pour s'entendre avec lui sur les soins à donner.

Enfin, si, imprudemment confié à une nourrice, ce nourrisson syphilitique lui a communiqué sa maladie, il faut s'entendre avec les parents pour avouer le cas à la nourrice, l'indemniser et la conserver le plus longtemps possible.

Si, heureusement, la nourrice n'a pas été contaminée, il faut cesser l'allaitement aussitôt que le diagnostic d'hérédo-syphilis a pu être porté sûrement, et tenir la nourrice en observation.

Le devoir du médecin qui rencontre une nourrice syphilitique dans un bureau de placement est de s'efforcer de la mettre dans l'impossibilité de nuire.

Au cours de l'allaitement, si la nourrice contracte la syphilis, il faut immédiatement la renvoyer si le nourrisson paraît indemne. Mais, pendant les six ou sept semaines qu'il sera tenu en observation, il ne devra recevoir d'autre nourriture que l'allaitement artificiel.

Le nourrisson, est-il infecté ? Il faut lui conserver sa nourrice, et prendre les mesures nécessaires pour éviter qu'elle puisse attribuer sa maladie à son nourrisson.

Les mineurs, ainsi que les domestiques ou les employés, ont droit au secret de la part du médecin.

Il en est de même pour les officiers et les soldats.

Il doit être fait exception au secret pour certains ouvriers (tels que les souffleurs de verre) qui, dans un but de prophylaxie syphilitique, se livrent à l'examen d'un médecin attaché à l'établissement industriel.

Vu : le Doyen,
DEBOVE.

Vu : le Président de la thèse,
BROUARDEL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Annales d'Hygiène et de Médecine légale :

Hémar. — Le Secret médical considéré au point de vue de la révélation des crimes et des délits. (2^e série, **xxi**, p. 186).

Tardieu. — Etude médico-légale de la syphilis **xxi**, p. 340.

Bergeron. — Médecine légale et Jurisprudence médicale. 1904.

Blanche. — Études pratiques sur le Code pénal.

Brouardel. — La Responsabilité médicale, 1898.

— — Le Secret médical. Paris, 1893.

Bulletin de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale.

Cazalis. — Science et mariage.

Codronchi. — De christiana ac tuta medendi ratione libri duo.
Ferrare, 1591.

CONCOURS MÉDICAL. — *Journal hebdomadaire de Médecine et de Chirurgie.*

Coppens. — Morale et médecine, 1901.

Th. David. — Jurisprudence médicale, 1887.

Déchambra. — Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales (3^e série. Secret, p. 419).

Décharbre. — *Le Médecin*, 1883.

P. Didot. — *Le Péril vénérien dans les familles*. Paris, 1881.

Dubrac. — *Traité de Jurisprudence médicale et pharmaceutique*, 1893.

Duponchel (Professeur agrégé au Val-de-Grâce). — *Traité de médecine légale militaire*.

Dupuy. — *Le Dogme du secret médical. Essai de réfutation*. 1903.

J.-R. Duval. — *Serment d'Hippocrate*. Paris, 1818.

A. Fournier. — *Syphilis et mariage*.

Gazette des Hôpitaux (**Brochin**). — *Du Secret médical au sujet du mariage*, 1863.

Gazette des Tribunaux **Armanet**. — *Le refus de témoigner en justice et le secret professionnel* (24 octobre 1891).

Garraud. — *Traité théorique et pratique du droit pénal*.

Grasset. — *Principes de déontologie*. Paris, 1900.

Hallays. — *Le Secret professionnel*. Paris, 1890.

Ed. Juhel-Renoy. — *Vie professionnelle et devoirs du médecin*. 1892.

L. Jullien. — *Traité pratique des maladies vénériennes*. Paris, 1899.

Lacassagne. — *Précis de médecine judiciaire*.

Lacombe — *Le Secret professionnel en médecine* (Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Bordeaux, 1875).

Lechopié et Floquet. — *Le Code des médecins*, 1890.

D. Le Clerc. — *Histoire de la médecine*. La Haye, 1729.

P. Le Gendre et G. Lepage. — *Le Médecin dans la Société contemporaine*. Paris, 1902.

Lyon Médical (**L. Jullien**). — Sur un cas spécial de secret médical. Lettre à M. Diday, avec réponse de M. Diday (25 décembre 1881, p. 597).

G. Morache. — Le Mariage Étude de socio-biologie et de médecine légale). Paris, 1902.

— — La Profession médicale, ses devoirs, ses droits. Paris, 1901.

— — Le Secret médical (*Journal de Médecine de Bordeaux*, n° 16-26, 1900).

Moureau et Lavrand. — Le Médecin chrétien. Paris, 1902.

Ch. Muteau. — Du Secret professionnel. Paris, 1870.

Pandectes Françaises, IX. — Art de guérir.

— — Médecins et Pharmaciens.

— LI. — Secret professionnel.

Recueil périodique de Dalloz.

Répertoire général alphabétique du droit français, XXXIII. — Secret professionnel.

Ribemont-Dessaigue et Lepage. — Précis d'obstétrique. 1904.

L.-E. Rosenwald. — Enseignement de la déontologie médicale dans les facultés (*Thèse*). Paris, 1902.

Taylor. — Traité de médecine légale traduit sur la 10^e édition, par le Dr Contagne. Paris, 1881.

THÈSES :

1867. **E. Curel**. — Du Secret médical (Strasbourg).

— **A. Laveaux**. — Du secret en médecine dans ses rapports avec la jurisprudence.

1875 **A. Coupé**. — Secret médical au point de vue moral, professionnel et criminel.

1887-8. **Favreau**. — Secret professionnel et médecine mentale.

- 1890-91. **G Jollivet.** — Secret, discrétion et tact chez le médecin.
1899. **Mouzin-Lysys.** — Responsabilité professionnelle.
1902. **Valentino.** — Le secret professionnel en médecine, sa valeur sociale (Bordeaux).
1903. **A. Fazembat.** — Responsabilité légale des médecins traitants.
1904. **Hubert.** — La loi sur les accidents de travail et le secret professionnel.
- Thibierge.** — Syphilis et Déontologie. Paris, 1903.
- G. Thomas.** — La médecine devant la loi. 1893.
- Paul Verwaest.** — Etude médico-légale : le secret professionnel. Paris, 1892.
- Weill-Mantou.** — Manuel du médecin d'assurances sur la vie.
- Paul Zacchias.** — Quaestiones medico-legales. Amsterdam, 1651.
-

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	5
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Historique.....	7
CHAPITRE II. — Législation comparée.....	20
CHAPITRE III. — Utilité du secret médical.....	28
CHAPITRE IV. — L'article 378 et la peine qui s'y rattache.	35
CHAPITRE V. — Eléments constitutifs du secret médical..	37
CHAPITRE VI. — Personnes auxquelles s'applique l'article 378.....	40
CHAPITRE VII. — La prohibition de l'article 378 est abso- lue et d'ordre public.....	47
CHAPITRE VIII. — Précautions auxquelles la jurispru- dence de 1885 oblige le médecin.....	57
§ 1. — Observations médicales et bulletin de santé	58
§ 2. — Honoraires.....	59
§ 3. — Témoignage en justice.....	61
§ 4. — Certificat.....	67

CHAPITRE IX. — Règles particulières renforçant le secret médical.....	72
§ 1. — Déclaration de naissances.....	72
§ 2. — Maisons de santé et maisons d'accouchement.....	75
CHAPITRE X. — Apparentes dérogations au secret médical.....	76
§ 1. — Lois concernant la santé publique.....	76
§ 2. — L'article 30 du Code d'instruction criminelle.....	79

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — La syphilis et le mariage.....	85
§ 1. — Les candidats syphilitiques au mariage....	85
§ 2. — Les époux syphilitiques.....	90
CHAPITRE II. — Nourrissons et nourrices syphilitiques...	98
§ 1. — Nourrissons syphilitiques.....	98
§ 2. — Nourrices syphilitiques.....	105
CHAPITRE III. — Syphilitiques sous la dépendance d'autrui	107
§ 1. — Mineurs.....	107
§ 2. — Domestiques.....	108
§ 3. — Employés et ouvriers.....	109
§ 4. — Militaires.....	110
§ 5. — Société de secours mutuels.....	111
Conclusions.....	113
Bibliographie.....	117

Paris. — Imprimerie H. JOUVE, 15, rue Racine.

CONTRIBUTION

A L'ÉTUDE DE

LA GENTIANE

UNIVERSITÉ DE PARIS, FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen..... M. DEBOVE.
Doyen honoraire..... M. BROUARDEL.
Professeurs honoraires.. MM. DUPLAY, FARABEUF,
 FOURNIER, JACCOUD.

Professeurs..... MM.

Anatomie	POIRIER.
Physiologie	Ch. RICHET.
Physique médicale	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	BRISSAUD.
Anatomie pathologique	LANNELONGUE.
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie.....	SEGOND.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène	GILBERT.
Médecine légale.....	CHANTEMESSE.
Histoire de la Médecine et de la Chirurgie.....	BROUARDEL.
Pathologie comparée et expérimentale	DEJERINE.
	ROGER.
Clinique médicale.....	HAYEM.
	DIEULAFOY.
	DEBOVE.
	LANDOUZY.
Clinique des maladies des enfants.....	GRANCHER.
Clinique des maladies syphilitiques.....	GAUCHER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	JOFFROY.
Clinique des maladies nerveuses	RAYMOND.
	LE DENTU.
Clinique chirurgicale	TERRIER.
	BERGER.
	RECLUS.
Clinique ophtalmologique	DE LAPERSONNE.
Clinique des voies urinaires.....	GUYON.
Clinique d'accouchements	PINARD.
Clinique gynécologique.....	BUDIN.
Clinique de chirurgie infantile.....	POZZI.
	KIRMISSON.

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
AUVRAY.	DESGREZ.	LAUNOIS	POTOCKI.
BALTHAZARD.	DUPRE.	LEGRY.	PROUST.
BEZANÇON.	DUVAL.	LEGUEU.	RENON.
BRANCA.	FAURE.	LEPAGE.	RICHAUD.
BRINDEAU.	GOSSET.	MACAIGNE.	RIEFFEL, <i>Chef des</i>
BROCA (André).	GOUGET.	MAILLARD.	<i>travaux anatomiques.</i>
CARNOT.	GUIART.	MARION.	TEISSIER.
CLAUDE.	JEANSELME.	MAUCLAIRE.	THIROLOIX.
CUNEO.	LABBE.	MERY.	VAQUEZ.
DEMELIN.	LANGLOIS	MORESTIN.	WALLICH.

Le Secrétaire de la Faculté : M. GRISEZ.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'école a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation, ni improbation.